

INÉGALITÉS DE RICHESSE QUÉBEC-ONTARIO : UNE COMPARAISON PAR COHORTES

RAQUEL FONSECA
MARKUS POSCHKE
SIMON LORD



Les rapports de projet sont destinés plus spécifiquement aux partenaires et à un public informé. Ils ne sont ni écrits à des fins de publication dans des revues scientifiques ni destinés à un public spécialisé, mais constituent un médium d'échange entre le monde de la recherche et le monde de la pratique.

Project Reports are specifically targeted to our partners and an informed readership. They are not destined for publication in academic journals nor aimed at a specialized readership, but are rather conceived as a medium of exchange between the research and practice worlds.

Le CIRANO est un organisme sans but lucratif constitué en vertu de la Loi des compagnies du Québec. Le financement de son infrastructure et de ses activités de recherche provient des cotisations de ses organisations-membres, d'une subvention d'infrastructure du gouvernement du Québec, de même que des subventions et mandats obtenus par ses équipes de recherche.

CIRANO is a private non-profit organization incorporated under the Quebec Companies Act. Its infrastructure and research activities are funded through fees paid by member organizations, an infrastructure grant from the government of Quebec, and grants and research mandates obtained by its research teams.

Les partenaires du CIRANO – CIRANO Partners

Partenaires Corporatifs - Corporate Partners

Autorité des marchés financiers
Banque de développement du Canada
Banque du Canada
Banque Nationale du Canada
Bell Canada
BMO Groupe financier
Caisse de dépôt et placement du Québec
Énergir
Hydro-Québec
Intact Corporation Financière
Investissements PSP
Manuvie
Mouvement Desjardins
Power Corporation du Canada
VIA Rail Canada

Partenaires gouvernementaux - Governmental partners

Ministère des Finances du Québec
Ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie
Innovation, Sciences et Développement Économique Canada
Ville de Montréal

Partenaires universitaires - University Partners

École de technologie supérieure
École nationale d'administration publique
de Montréal
HEC Montreal
Institut national de la recherche scientifique
Polytechnique Montréal
Université Concordia
Université de Montréal
Université de Sherbrooke
Université du Québec
Université du Québec à Montréal
Université Laval
Université McGill

Le CIRANO collabore avec de nombreux centres et chaires de recherche universitaires dont on peut consulter la liste sur son site web. CIRANO collaborates with many centers and university research chairs; list available on its website.

© JUIN 2025. Raquel Fonseca, Markus Poschke et Simon Lord. Tous droits réservés. *All rights reserved.* Reproduction partielle permise avec citation du document source, incluant la notice ©. *Short sections may be quoted without explicit permission, if full credit, including © notice, is given to the source.*

Les idées et les opinions émises dans cette publication sont sous l'unique responsabilité des auteurs et ne représentent pas les positions du CIRANO ou de ses partenaires. *The observations and viewpoints expressed in this publication are the sole responsibility of the authors; they do not represent the positions of CIRANO or its partners.*

Inégalités de richesse Québec-Ontario : une comparaison par cohortes

Raquel Fonseca^{}, Markus Poschke[†] et Simon Lord[‡]*

Résumé/Abstract

L'objectif de ce rapport est d'étudier les inégalités de richesse et leurs différences par cohortes au Québec et en Ontario entre 1999 et 2019. Basé sur l'Enquête sur la sécurité financière de Statistique Canada, il compare la richesse des ménages et sa distribution entre les deux provinces, met en relief le rôle de différents groupes démographiques et de différents actifs et analyse l'évolution de l'accumulation de richesse avec l'âge au fil du temps. Les principaux résultats montrent que la richesse des ménages québécois était inférieure à celle de l'Ontario dès 1999, une disparité qui s'est accrue depuis. Cet écart n'apparaît pas attribuable à des différences dans l'augmentation du nombre de ménages, aux données utilisées, à des différences dans la croissance du revenu des ménages, ni à des dynamiques liées à l'éducation ou aux parts de revenu détenues par les plus riches. Les analyses indiquent que le facteur primordial serait plutôt une évolution différenciée du patrimoine immobilier.

The objective of this report is to study wealth inequality and cohort differences in wealth in Québec and Ontario for the period 1999-2019. Based on data from Statistics Canada's Survey of Financial Security, it compares household wealth and its distribution across the two provinces, highlights the role of various demographic groups and asset types, and analyzes the evolution of wealth accumulation by age over time. The main findings show that household wealth in Québec was lower than in Ontario as early as 1999, a disparity that has since widened. This gap does not appear to be attributable to differences in household growth, data sources, income growth, educational dynamics, or income shares held by the wealthiest. Instead, the analyses suggest that the primary factor lies in divergent trends in real estate wealth.

Mots-clés/Keywords : Richesse, Revenu, Québec, Ontario, Canada, Marché du travail, Salaire / Wealth, income, Québec, Ontario, Canada, labour market, wages

Pour citer ce document / To quote this document

Fonseca, R., Poschke, M., & Lord, S. (2025). Inégalités de richesse Québec-Ontario : une comparaison par cohortes (2025RP-17, Perspectives (2020-2021), CIRANO.) <https://doi.org/10.54932/BIVE3561>

^{*} Université du Québec à Montréal (UQAM), Chaire de recherche sur les enjeux économiques intergénérationnels, CIRANO. Auteure de correspondance. Courriel : fonseca.raquel@ugam.ca

[†] Université McGill, CIRANO

[‡] Économiste, auteur et journaliste

Table des matières

Résumé	1
Mots-clés	1
Table des matières	2
Liste des figures	3
Liste des tableaux	4
Sommaire – Faits saillants	5
1. Introduction.....	6
2. Revue de la littérature.....	7
2.1. Les inégalités de richesse aux États-Unis et dans le monde	8
2.2. Les inégalités de richesse au Québec et au Canada	11
3. Présentation des données et faits stylisés.....	13
3.1. Enquête sur la sécurité financière	13
3.2. Évolution récente de la richesse et des revenus	14
4. Analyse comparative des portefeuilles des ménages	22
5. Analyse par cohortes	28
6. Analyses pour les plus défavorisés.....	33
7. Conclusion	37
Bibliographie.....	40
Annexe	44

Liste des figures

Figure 1 : Coefficient de Gini, part des 40 % les plus pauvres et décile supérieur de la richesse au Québec, en Ontario et au Canada au fil du temps.....	22
Figure 2 : Portefeuille des ménages en 1999 et 2019	23
Figure 3 : Répartition en pourcentage des variables nettes du portefeuille au Québec par groupes de richesse	24
Figure 4 : Répartition en pourcentage des variables nettes du portefeuille au Québec pour les 39 % les plus pauvres	25
Figure 5 : Évolution de la richesse médiane, moyenne et au 90 ^e percentile (en '000 \$) au sein des cohortes d'âge au Canada.....	29
Figure 6 : Évolution de la richesse médiane, moyenne et au 90 ^e percentile (en '000 \$) au sein des cohortes d'âge au Québec.....	30
Figure 7 : Évolution de la richesse médiane, moyenne et au 90 ^e percentile (en '000 \$) au sein des cohortes d'âge en Ontario	31
Figure 8 : Évolution du statut de propriété des 49 ans et moins au Canada entre 1999 et 2019.	32
Figure 9 : Évolution du statut de propriété des 49 ans et moins au Québec et en Ontario entre 1999 et 2019.....	32
Figure 10 : Composition du portefeuille du décile inférieur et du deuxième décile de revenu en 2019.....	34
Figure 11 : Richesse moyenne des 10 % les moins bien rémunérés par groupe d'âge au Canada (en '000 \$).....	36
Figure 12 : Richesse moyenne des 10 % les moins bien rémunérés par groupe d'âge au Québec (en '000 \$).....	36
Figure 13 : Richesse moyenne des 10 % les moins bien rémunérés par groupe d'âge en Ontario (en '000 \$)	37

Liste des tableaux

Tableau 1 : Patrimoine financier (en '000 \$)	16
Tableau 2 : Richesse moyenne (en '000 \$) par province et éducation à travers le temps.....	17
Tableau 3 : Niveau de richesse moyen des ménages (en '000 \$) selon le groupe d'âge au fil du temps.....	19
Tableau 4 : Richesse (en '000 \$) par type de famille au fil du temps	20
Tableau 5 : Composition moyenne des portefeuilles (en '000 \$) au fil du temps : Québec, Ontario et Canada	26
Tableau 6 : Part de richesse détenue par les plus défavorisés (en %) en 1999 et 2019	33
Tableau 7 : État d'accession à la propriété (en %) selon le groupe de revenus en 2019	34
Tableau A1 : Répartition du niveau d'éducation à travers le temps (en %)	44
Tableau A2 : Répartition des groupes d'âge à travers le temps (en %)	45
Tableau A3 : Répartition des types de familles à travers le temps (en %)	46

Sommaire – Faits saillants

- L'analyse est basée sur les données de l'Enquête sur la sécurité financière (ESF). Celle-ci contient des informations sur le revenu, les avoirs, les dettes, la valeur nette, ainsi que les attitudes et les comportements financiers des familles canadiennes.
 - Les données utilisées couvrent la période de 1999 à 2019.
 - En 1999, la première année couverte par l'ESF, le niveau moyen de richesse au Québec était inférieur à celui de l'Ontario et du Canada.
 - La richesse moyenne des ménages québécois était 30 % plus faible que celle des ménages ontariens et 19 % plus basse que celle de la moyenne canadienne.
 - L'écart s'est ensuite creusé dans le temps.
- L'écart de croissance est similaire pour l'ensemble des groupes d'éducation. Il n'est donc pas attribuable à une évolution différenciée de la richesse selon les niveaux d'éducation.
- L'écart de richesse n'apparaît pas résulter d'une évolution différenciée de la composition démographique sur le plan de l'âge : la composition démographique des deux provinces diffère peu, et leurs populations ont vieilli à un rythme comparable.
- L'écart ne semble pas dû à des mutations des types de famille composant la population : le nombre de couples et de célibataires, par exemple, a crû à un rythme comparable dans les deux provinces. L'écart des avoirs nets des familles monoparentales par rapport à la moyenne est similaire dans les deux provinces.
- L'écart ne semble pas découler de changements dans la concentration de richesse : la part de la richesse détenue par les 10 % les plus riches a diminué très légèrement au Québec, alors qu'elle est demeurée inchangée en Ontario. Or, comme la baisse au Québec est minime, la faible croissance de la richesse chez les plus fortunés compte assez peu dans l'explication des trajectoires divergentes de la richesse.
- Le patrimoine immobilier est le principal facteur expliquant les différences de richesse entre le Québec, l'Ontario et le Canada.
 - En 1999, l'immobilier représentait plus de la moitié de l'écart de richesse moyenne des ménages entre le Québec et l'Ontario. Cette proportion a augmenté à presque 80 % en 2019.

1. Introduction

Les inégalités de richesse suscitent un intérêt grandissant partout au pays, dans la littérature scientifique comme dans les médias. Au Québec, une partie de cet intérêt peut s'expliquer par le fait que le gouvernement québécois s'est engagé à réduire l'écart de revenu par habitant avec l'Ontario au cours des 15 prochaines années, en réponse à un écart de PIB par habitant persistant observé au cours des deux dernières décennies (Finances Québec, 2021).

S'il existe un grand nombre d'études portant sur les inégalités de richesse aux États-Unis et ailleurs dans le monde, la littérature sur la situation au Canada est limitée, et l'est encore davantage en ce qui a trait au Québec.

Par ailleurs, les analyses économiques sur le sujet ont jusqu'ici négligé le rôle crucial de l'âge dans l'accumulation de la richesse, ce qui fait en sorte que nous en savons toujours trop peu sur les différences d'accumulation de richesse entre les différentes cohortes. Par ailleurs, peu d'auteurs se sont focalisés sur les diverses composantes de la richesse¹ afin de déterminer si les différences observées entre les régions canadiennes sont attribuables à certaines composantes de portefeuille plus qu'à d'autres.

En vue d'aider les décideurs publics de la province à élaborer des politiques plus équitables et ciblées pour atténuer ces disparités, nos analyses descriptives visent à apporter un éclairage nouveau sur la richesse et sa distribution au Québec et en Ontario. Ce rapport traite de l'évolution de la richesse et de ses composantes au Québec et établit des comparaisons avec l'Ontario et le Canada. Nous suivons une approche de recherche similaire à celle de [Davies et al. \(2017\)](#), mais dans le but d'établir des comparaisons plus approfondies entre les deux provinces. Les données utilisées sont celles de l'ESF. Disponibles pour les années 1999, 2005, 2012, 2016 et 2019, elles nous permettent de dresser un portrait de la richesse de différents groupes socioéconomiques, ainsi que de tracer l'évolution non

¹ Les composantes de la richesse correspondent à l'immobilier, aux pensions, et aux actifs financiers et non financiers, qui forment une partie du total des actifs.

seulement de la richesse totale, mais aussi des différentes composantes des portefeuilles des ménages.

Les résultats mettent en lumière plusieurs points importants. D'abord, la richesse des ménages québécois était déjà inférieure à celle de l'Ontario en 1999, et cette disparité s'est accrue au fil du temps. Cette croissance de l'écart de richesse entre le Québec et le Canada n'est pas due à de simples différences dans l'augmentation du nombre de ménages, aux données utilisées ou à des différences dans la croissance du revenu des ménages. Elle n'est pas attribuable non plus à un seul ni même à plusieurs groupes d'éducation : l'écart de croissance est similaire pour tous les groupes. Et si l'âge est un facteur ayant une certaine incidence sur les niveaux de richesse, il ne semble pas central pour expliquer les différences de richesse entre le Québec et l'Ontario, ou encore le Canada.

Ensuite, comme la part de la richesse détenue par les plus riches a légèrement diminué au Québec et est demeurée inchangée en Ontario et au Canada, la faible croissance de la richesse chez les plus fortunés compte assez peu dans l'explication des trajectoires divergentes de la richesse. Enfin, le patrimoine immobilier est un facteur primordial pour les différences de richesse entre le Québec, l'Ontario et le Canada : en 1999, l'immobilier représentait plus de la moitié de l'écart de richesse moyenne des ménages entre le Québec et l'Ontario, et cette proportion est passée à presque 80 % en 2019. Ainsi, l'écart de croissance de la richesse entre les ménages québécois et ontariens (et canadiens) découle entièrement de l'immobilier.

2. Revue de la littérature

Les inégalités sont le plus souvent étudiées du point de vue du revenu. Sur le plan scientifique, la question des inégalités de richesse a été étudiée assez largement, mais une part importante des analyses a été réalisée avec des données américaines ou internationales. Dans cette section, nous ferons donc, en premier lieu, un survol de la littérature sur les inégalités de richesse aux États-Unis et ailleurs dans le monde, et, en second lieu, une revue ciblée de la littérature sur ce sujet pour le Canada et le Québec.

2.1. Les inégalités de richesse aux États-Unis et dans le monde

Aux États-Unis, la part des revenus et des salaires accaparée par les individus les plus riches a suivi une évolution en forme de U au cours du siècle dernier ([Piketty et Saez, 2003](#)). La concentration de la richesse au sein des ménages a suivi une évolution similaire au cours des 100 années suivant 1913 ([Saez et Zucman, 2016](#)) : élevée au début du XX^e siècle, elle a ensuite chuté de 1929 à 1978, et n'a cessé d'augmenter depuis lors. Plus spécifiquement, cette augmentation des inégalités est presque entièrement due à l'augmentation de la part de richesse des 0,1 % les plus riches, qui est passée de 7 % en 1979 à 22 % en 2012, un niveau presque aussi élevé qu'en 1929. La part de richesse des 90 % les plus pauvres, elle, a d'abord augmenté jusqu'au milieu des années 1980, pour retomber par la suite. Quant aux causes de cette augmentation de la concentration de la richesse, les auteurs montrent qu'elle est liée en partie à l'envolée des revenus chez les mieux rémunérés, combinée à la croissance des inégalités de taux d'épargne. L'étude révèle également que les principaux détenteurs de la richesse sont plus jeunes aujourd'hui que dans les années 1960 et possèdent une fraction plus élevée du revenu total du travail dans l'économie.

Plus récemment, [Saez et Zucman \(2020\)](#) ont démontré que la part de richesse des 0,1 % les plus riches avait augmenté de 7 % à 18 % entre 1978 et 2018 aux États-Unis, alors que la part de revenu gagné avant impôt des 1 % les plus riches était passée de 10 % à environ 19 %. [Kopczuk et Saez \(2004\)](#) tirent des conclusions similaires d'une analyse d'un autre type de données, celles sur l'impôt sur l'héritage.

Étudiant un plus grand nombre de pays, [Piketty \(2013\)](#) a, quant à lui, montré dans son livre que le tiers inférieur de la population ne possédait en pratique aucune valeur en patrimoine (pour l'année 2010), tandis que le décile supérieur détenait entre 60 % et 70 % de l'ensemble du capital. Cet ouvrage a d'ailleurs donné un nouvel élan au sujet des inégalités de richesse dans les sphères publique et médiatique. Ces tendances sont similaires dans l'importante enquête *Survey of Consumer Finances*, qui capte très bien la distribution de la richesse aux États-Unis, même pour les plus riches (voir p. ex. [Díaz-Giménez, Glover et Ríos-Rull, 2011](#)).

Le ratio richesse/revenu est couramment utilisé dans la littérature comme une mesure des inégalités économiques. Sa dynamique à long terme est déterminée par le taux d'épargne

nette et la croissance du revenu national, comme l'illustrent les modèles économiques d'Harrod-Domar-Solow. [Piketty et Zucman \(2014\)](#) ont analysé des données de bilans nationaux pour huit pays (États-Unis, Japon, Allemagne, France, Royaume-Uni, Italie, Canada et Australie) sur la période de 1970 à 2010. Ils ont observé une augmentation progressive du ratio richesse/revenu atteignant des niveaux comparables à ceux observés en Europe aux XVIII^e et XIX^e siècles. Cette tendance est surtout attribuée à la hausse des prix des actifs et au ralentissement de la croissance de la productivité et de la population. Ces conclusions ont des implications majeures pour la fiscalité du capital et la régulation économique, mettant en lumière l'évolution du capital dans les économies modernes. Les données révèlent une augmentation généralisée des ratios richesse/revenu dans les pays développés depuis 1970. En effet, la richesse représentait 200-300 % du revenu national en 1970 contre 400-600 % en 2010. Si l'accumulation de richesse s'explique principalement par l'épargne (à l'exception du Royaume-Uni), les gains en capital ont aussi joué un rôle important, à l'exception notable de l'Allemagne.

Une autre étude comparative menée par [Cowell et al. \(2016\)](#) sur 15 pays souligne l'importance des transmissions intergénérationnelles (héritages, dons) dans la perpétuation des inégalités de richesse. Les auteurs mettent en évidence le fait que le ratio moyen richesse/revenu varie significativement selon les pays. Ces différences sont d'abord influencées par la proportion de l'immobilier dans les actifs des ménages et par les politiques publiques relatives aux pensions et aux transferts intergénérationnels.

Dans certains pays, les legs et les dons jouent aussi un rôle important. Par exemple, [Acciari et Morelli \(2020\)](#) utilisent un nouveau jeu de données provenant des archives fiscales italiennes sur les héritages pour étudier les transferts de richesse, en particulier par le biais des héritages et des dons entre vifs, en Italie entre 1995 et 2016. Les auteurs documentent des tendances marquées dans les transferts de richesse, la distribution des legs et la concentration croissante de la richesse au sommet de la distribution. L'étude souligne la présence, en Italie, d'une tendance vers l'accumulation de richesse par héritage plutôt que par épargne individuelle.

Les analyses citées jusqu'à maintenant étudient l'évolution de la distribution de richesse au fil du temps. [Gale et al. \(2021\)](#) examinent l'accumulation de richesse à travers différentes générations, en mettant l'accent sur les millénariaux (nés entre 1981 et 1996). À l'aide des

données du *Survey of Consumer Finances* de la Réserve fédérale des États-Unis, qui couvrent la période de 1989 à 2016, les auteurs évaluent les changements de richesse au fil du temps. Selon leurs principaux constats, les millénariaux ont accumulé moins de richesse comparativement aux générations précédentes au même âge. Bien qu'ils représentent la génération la plus éduquée, les millénariaux sont confrontés à de nombreux défis économiques qui peuvent freiner l'accumulation de richesse, notamment la Grande Récession, l'augmentation de la main-d'œuvre temporaire, le retard dans l'accession à la propriété et les pressions fiscales potentielles à venir.

S'appuyant sur le constat à l'effet que, dans les économies avancées, les générations plus âgées disposent de plus de richesses que leurs prédécesseurs, ce qui n'est pas le cas des jeunes générations, [Sturrock \(2023\)](#) analyse des données anglaises et révèle que ces différences entre cohortes s'expliquent davantage par les changements de circonstances économiques que par l'évolution des préférences d'épargne.

En plus de ces études plutôt descriptives, il existe aussi une riche littérature qui vise à déterminer les causes des inégalités de richesse en utilisant des modèles macroéconomiques du travail et de l'épargne. [De Nardi et Fella \(2017\)](#) effectuent un excellent survol récent de la question. Cette littérature attribue les inégalités de richesse aux inégalités des revenus du travail, du capital, de l'entrepreneuriat et des legs².

² Ces études se basent sur les modèles classiques d'économies à agents hétérogènes d'Imrohoroglu (1989), Huggett (1993) et Aiyagari (1994) et les étendent. Pour des études quantitatives de ces différents facteurs, voir Castañeda *et al.* (2003), Kindermann et Krueger (2022), Kaymak et Poschke (2016), Krusell et Smith (1998), Benhabib *et al.* (2011), Quadrini (2000), Cagetti et De Nardi (2006), Bhandari et McGrattan (2021) et De Nardi (2004). Dans une récente analyse intégrant tous ces facteurs, Kaymak *et al.* (2025) constatent le rôle primordial de la concentration des revenus du travail et le rôle important, mais moindre des legs et de l'hétérogénéité des revenus du capital.

2.2. Les inégalités de richesse au Québec et au Canada

Au Canada, et au Québec plus spécifiquement, il existe un certain nombre d'articles récents sur les inégalités de revenus ([Block et al., 2019](#); [Torres et al., 2021](#); [Terajima et al., 2022](#)), mais la recherche sur les inégalités de richesse demeure plus limitée.

L'étude de [Davies et Di Matteo \(2021\)](#) est l'une de celles qui couvrent la période la plus longue et qui remontent le plus loin dans le temps sur le plan des inégalités de richesse au pays. Les auteurs révèlent que la part de richesse des plus fortunés diminue de 1892 à 1902 et de 1945 à la fin des années 1960, conformément à la tendance baissière observée dans la plupart des pays occidentaux avancés pendant une grande partie du XX^e siècle. Les résultats montrent, par ailleurs, que les inégalités de richesse au Canada sont en hausse depuis 1984, comme dans de nombreux autres pays, tels que les États-Unis, un constat confirmant celui de [Drolet et al. \(2002\)](#). En effet, les auteurs démontrent qu'il y a eu un accroissement des inégalités de richesse entre 1984 et 1999, malgré une augmentation des richesses moyenne et médiane, étant donné que la hausse de richesse ne fut pas observée pour l'ensemble de la démographie. Les auteurs suggèrent que différents facteurs, impossibles à quantifier avec leurs données, pourraient avoir contribué à cette augmentation des inégalités de richesse, comme la croissance des héritages, les transferts entre vifs, les taux de rendement de l'épargne et le nombre d'années travaillées à temps plein.

Par la suite, les inégalités de richesse au Canada sont demeurées plutôt stables, puis ont baissé par rapport aux années 1970. Effectivement, selon [Brzozowski et al. \(2010\)](#), qui étendent l'analyse des inégalités de 1999 à 2005, le coefficient de Gini³ n'a pas fluctué substantiellement durant cette période. Quant à [Sarlio \(2017\)](#), il constate que la part de richesse du quintile de revenu inférieur représentait 10,4 % de la richesse globale canadienne en 1970, comparativement à seulement 4,0 % en 2012 (5 % en 1999), quoique le coefficient de Gini sur la valeur nette ait baissé de 17 % au cours de la même période.

³ Le coefficient de Gini est un indicateur mesurant l'inégalité de la distribution d'une variable au sein d'une population. Il est utilisé notamment pour mesurer l'inégalité des revenus, des salaires et de la richesse. Le coefficient de Gini varie entre 0 et 1, où 0 représente l'égalité parfaite et 1, l'inégalité extrême. Plus le coefficient de Gini est élevé, plus l'inégalité est importante.

Les trois études touchant aux périodes les plus récentes présentent des résultats similaires et montrent que des inégalités importantes persistent au pays. Se fondant sur les comptes économiques des ménages au Canada, [Statistique Canada \(2022\)](#) analyse les données du deuxième trimestre de 2022 et relève que 67,1 % de l'ensemble de la valeur nette ou du patrimoine au pays était détenu par les 20 % les plus fortunés, alors que les 40 % les moins riches détenaient uniquement 2,8 % de la richesse. À partir des mêmes données, mais pour le premier trimestre de 2023, [Statistique Canada \(2023\)](#) obtient des résultats similaires et constate que 67,8 % de l'ensemble de la valeur nette des Canadiens se trouvait entre les mains des 20 % des ménages les plus fortunés, contre seulement 2,7 % pour les 40 % des ménages les moins fortunés. Pour ce qui est du Québec en particulier, [Boucher et Torres \(2023\)](#) obtiennent des résultats comparables en étudiant les données de l'Enquête sur la sécurité financière de 2019. Plus spécifiquement, leurs analyses indiquent que les 40 % des familles les moins nanties détiennent 3 % du patrimoine, alors que les 20 % des familles les plus riches en possèdent 68 %.

Une étude comparative plus approfondie des inégalités économiques au Québec et au Canada peint un portrait légèrement différent de la situation. Selon les analyses de [Torres \(2021\)](#), qui étudie l'évolution des disparités en matière de revenu et de richesse au Canada et au Québec en se basant sur plusieurs bases de données, comme l'Enquête sur la sécurité financière, la Banque de données administratives longitudinales et l'Enquête canadienne sur le revenu, le Québec se démarque des autres provinces par son inégalité de richesse légèrement plus élevée. Selon les analyses, le coefficient de Gini du Québec calculé sur la valeur nette des ménages pour l'Enquête sur la sécurité financière (période de 1999 à 2016) se situait à 0,68, contre 0,67 pour l'ensemble du pays et 0,65 pour l'Ontario.

Sur le plan des niveaux de richesse, le Québec semble aussi à la traîne. En effet, [Laurendeau \(2021\)](#) trouve que seules les provinces de l'Atlantique présentent en moyenne un moins grand niveau de possession, un écart créé principalement par des différences en matière de richesse immobilière. L'étude la plus proche de celle que nous proposons dans ce rapport est peut-être celle de [Davies et al. \(2017\)](#), qui documentent l'évolution des inégalités de richesse au Canada pour les années 1999, 2005 et 2012 en se basant sur l'ESF. Les résultats montrent que, pour le Canada dans son ensemble, la part de la richesse totale revenant au centile supérieur a augmenté de 1999 à 2005 pour repartir à la baisse entre 2007

et 2012. Pour la classe moyenne supérieure, les auteurs n'observent pratiquement aucun changement. Quant à la classe moyenne, la part de la richesse totale leur revenant a connu des fluctuations similaires à celles des 1 % les plus riches. Enfin, les deux quintiles inférieurs ont connu des baisses sur l'ensemble de la période. Qualitativement, cette description s'applique aux différentes régions du pays.

3. Présentation des données et faits stylisés

Dans cette section, nous décrivons en premier lieu la base de données utilisée pour mener la présente analyse, soit l'Enquête sur la sécurité financière (ESF).

3.1. Enquête sur la sécurité financière

Produite par Statistique Canada, l'ESF contient des informations sur le revenu, les avoirs, les dettes, la valeur nette (patrimoine), ainsi que les attitudes et les comportements financiers des familles canadiennes. Plus largement, cet ensemble de données comprend des informations sur la valeur de l'ensemble des principaux avoirs financiers et non financiers et sur les sommes dues à l'égard des prêts hypothécaires, des véhicules, des cartes de crédit, des prêts étudiants et d'autres dettes.

Les actifs financiers incluent, entre autres, les régimes enregistrés d'épargne-retraite, les comptes d'épargne libre d'impôt, les fonds de revenu viager, les dépôts à terme et certificats de placement garantis, les bons du Trésor, les fonds communs de placement et les actions. Les actifs non financiers comprennent, notamment, les objets de collection ou de valeur, les automobiles ou autres véhicules, ainsi que le domicile principal et les autres biens immobiliers et propriétés. Quant aux passifs, ils incluent les prêts étudiants, les soldes impayés sur les cartes de crédit, les marges de crédit hypothécaire, les soldes impayés sur d'autres prêts d'institutions financières et les montants dus sur les hypothèques.

Les données sont obtenues directement auprès des répondants au moyen de questionnaires électroniques, d'entrevues téléphoniques et d'entrevues en personne. Pour les données sur le revenu, tous les répondants sont appariés au fichier de données fiscales, à moins qu'ils refusent que leurs données soient couplées. Les données sont obtenues du

Fichier administratif principal du revenu personnel (FAPRP), lequel est créé à partir de feuillets fiscaux, tels que les T1 et T4.

Statistique Canada mène des enquêtes occasionnelles sur les avoirs et les dettes des Canadiens depuis les années 1950. Jusqu'en 1984, ces enquêtes étaient des suppléments de l'Enquête sur les finances des consommateurs (EFC), mais, en 1999, la composante des avoirs et des dettes de l'EFC a été remplacée par l'ESF. Cette enquête a de nouveau eu lieu en 2005, en 2012, en 2016 et en 2019. Pour ce rapport, nous utiliserons donc l'ensemble des années disponibles de 1999 à 2019. Comme il s'agit d'une enquête transversale, il n'est toutefois pas possible de suivre les ménages et les individus à travers les années.

La taille de l'échantillon varie d'une année à l'autre. En 2019, les données disponibles publiquement contiennent des renseignements recueillis auprès de plus de 10 000 unités familiales vivant dans des ménages privés au Canada. Ce chiffre est de 12 400 pour 2016, de 12 000 pour 2012 et de 5 200 pour 2005. En 1999, les données sont tirées de deux sources : l'échantillon principal provient d'une base aréolaire contenant environ 21 000 logements, alors que la deuxième portion, sélectionnée à partir de régions géographiques comprenant une large proportion de ménages définis « à revenu élevé », contient approximativement 2 000 ménages.

L'ESF cible les familles canadiennes des 10 provinces. Elle exclut les territoires, les personnes vivant dans des réserves et autres établissements autochtones, les représentants officiels de pays étrangers résidant au Canada et leurs familles, les membres de communautés religieuses ou autres communautés, les membres des Forces canadiennes vivant sur des bases militaires, les personnes âgées en résidences et celles vivant en institution (établissements carcéraux, hôpitaux, maisons de soins de longue durée). Ces exclusions représentent environ 4 % de la population (Statistique Canada, 2003, 2007, 2015, 2018, 2021).

3.2. Évolution récente de la richesse et des revenus

Les analyses font état d'un écart de richesse important entre les ménages du Québec et ceux de l'Ontario. Le tableau 1 illustre cela en montrant la richesse moyenne et médiane, le revenu moyen et le PIB par habitant pour le Québec, l'Ontario et le Canada dans son ensemble. Il comprend également un comparatif du revenu moyen, établi à partir des

données de l'Enquête canadienne sur le revenu, afin de valider la représentativité des données. Notons que toutes les valeurs monétaires, ici comme plus bas, sont exprimées en milliers de dollars de 2016. Le tableau montre clairement que, déjà en 1999, la première année couverte par l'ESF, le niveau moyen de richesse au Québec était inférieur à celui de l'Ontario et à celui du Canada dans son ensemble. Plus spécifiquement, la richesse moyenne des ménages québécois était 30 % plus basse que celle des ménages ontariens et 19 % plus bas que la moyenne canadienne. Les écarts de richesse par rapport au ménage médian sont encore plus grands. En fait, nos analyses montrent que la seule région où la richesse moyenne était plus basse qu'au Québec est celle des provinces de l'Atlantique.

Avant d'explorer les causes de cet écart, penchons-nous toutefois sur quatre hypothèses, ou facteurs, que nous pouvons rejeter d'emblée à la lecture des statistiques descriptives, soit les niveaux d'éducation, l'âge, les types de familles et la concentration de la richesse. Nous avons tout de même inclus, dans l'annexe, une présentation de l'évolution de la composition de la population sur les plans de l'éducation, de la structure familiale et de l'âge.

Premièrement, en observant l'évolution de la richesse moyenne au Québec et dans l'ensemble du Canada, on remarque que, sauf pour le groupe sans diplôme du secondaire, tous les groupes présentent une croissance cumulative de leur richesse moyenne, qui est d'environ 25 points de pourcentage de moins au Québec que celle de leurs équivalents canadiens, ce qui est similaire pour la comparaison avec l'Ontario. Cela indique que nous ne pouvons pas attribuer l'écart de croissance de la richesse entre le Québec et le Canada à un seul ou même à quelques groupes d'éducation, puisque l'écart de croissance est somme toute similaire pour l'ensemble des groupes. Le tableau 2 documente la croissance de la richesse en fonction du niveau d'éducation des chefs de famille. Si les habitants d'une province avaient un niveau d'éducation plus élevé, par exemple, et que la richesse croissait plus rapidement chez les personnes les plus éduquées, les différences de croissance sur le plan de la richesse auraient pu être causées par une différence de croissance dans les niveaux d'éducation. Cependant, cela ne semble pas être le cas.

Tableau 1 : Patrimoine financier (en '000 \$)

Richesse moyenne		Québec	Ontario	Canada
	1999	244,70	350,00	301,30
	2005	311,40	430,80	386,80
	2012	449,90	557,10	531,20
	2016	447,80	684,80	614,10
	2019	461,50	746,20	636,40
	<i>Croissance (%)</i>	<i>88,00</i>	<i>113,00</i>	<i>111,00</i>
Richesse médiane				
	1999	108,00	179,10	145,70
	2005	125,40	228,20	173,40
	2012	201,70	278,00	254,20
	2016	203,30	368,50	288,50
	2019	223,00	404,50	305,70
	<i>Croissance (%)</i>	<i>106,00</i>	<i>126,00</i>	<i>110,00</i>
Revenu moyen				
	1999	48,06	61,25	54,88
	2005	51,81	65,22	59,21
	2012	58,27	70,96	66,65
	2016	58,99	73,21	69,90
	2019	62,17	73,85	70,23
	<i>Croissance (%)</i>	<i>29,00</i>	<i>21,00</i>	<i>27,00</i>
Revenu moyen				
<i>(Enquête canadienne sur le revenu et Enquête sur la dynamique du travail et du revenu)</i>	1999	48,91	65,56	56,98
	2005	53,33	69,47	62,33
	2012	58,77	71,67	68,19
	2016	60,63	73,97	69,63
	2019	63,95	75,58	72,01
	<i>Croissance (%)</i>	<i>31,00</i>	<i>15,00</i>	<i>26,00</i>
PIB par habitant				
	1999	40,73	50,08	45,68
	2005	44,39	53,17	52,72
	2012	46,39	53,46	55,33
	2016	48,39	56,69	55,86
	2019	50,81	57,61	57,76
	<i>Croissance (%)</i>	<i>24,00</i>	<i>15,00</i>	<i>26,00</i>

Source : Calculs sur les données de l'Enquête sur la sécurité financière de 1999 à 2019 (données pondérées), et Statistique Canada : [Tableau 11-10-0190-01 Revenu du marché, transferts gouvernementaux, revenu total, impôt sur le revenu et revenu après impôt selon le type de famille économique](#). Ici, les données représentent le revenu moyen après impôt pour les familles économiques et les personnes hors familles économiques (en dollars constants de 2016). Cependant, contrairement aux données de l'ESF utilisées ailleurs, l'échantillon inclut les individus âgés de 15 ans (ou 16 ans) et plus.

Tableau 2 : Richesse moyenne (en '000 \$) par province et éducation à travers le temps

Année	<Secondaire	Secondaire	Collège	Université	Total
Québec					
Ratios de 1999 relativement au secondaire	0,76	1,00	0,93	1,97	
1999	168,10	220,00	204,90	433,90	243,90
2005	162,80	303,10	269,80	539,90	310,20
2012	195,80	420,60	371,40	680,00	442,00
2016	253,80	364,20	397,70	650,40	446,70
2019	263,80	371,20	373,70	683,80	461,50
Ratios de 2019	0,71	1,00	1,01	1,84	
Croissance (1999-2019)	1,57	1,69	1,82	1,58	1,89
Ontario					
Ratios de 1999 relativement au secondaire	0,91	1,00	1,00	1,81	
1999	272,90	299,90	299,40	543,20	350,30
2005	486,10	321,20	367,80	585,10	431,10
2012	359,60	482,80	432,00	810,30	549,40
2016	442,30	503,60	613,60	947,60	685,10
2019	433,90	609,10	627,80	1035,00	746,20
Ratios de 2019	0,71	1,00	1,03	1,70	
Croissance (1999-2019)	1,59	2,03	2,10	1,91	2,13
Canada					
Ratios de 1999 relativement au secondaire	0,82	1,00	0,96	1,80	
1999	220,70	270,60	260,70	486,30	300,70
2005	279,70	330,70	349,90	571,00	385,10
2012	294,00	461,10	444,00	777,00	522,70
2016	349,50	473,90	564,20	863,10	612,30
2019	344,50	521,00	550,20	887,30	636,80
Ratios de 2019	0,66	1,00	1,06	1,70	
Croissance (1999-2019)	1,56	1,93	2,11	1,82	2,12

Source : Calculs sur les données de l'Enquête sur la sécurité financière de 1999 à 2019.

Remarque : Données pondérées.

Cela dit, on remarque des différences notables de richesse par niveau d'éducation dès 1999. La richesse des diplômés universitaires, par exemple, est deux fois plus élevée que celle des autres ménages. À l'inverse, les ménages sans diplôme du secondaire ont un niveau de richesse particulièrement faible. Ces tendances sont similaires ailleurs au Canada, même si les différences par groupe d'éducation sont particulièrement prononcées au Québec. Par la suite, de 1999 à 2019, les niveaux moyens de richesse au Québec ont suivi une tendance relativement similaire pour chaque niveau d'éducation : une forte augmentation entre 1999 et 2012, suivie d'une période de stabilisation. Une légère diminution est observée pour les individus ayant un diplôme du collégial, de sorte que la richesse des diplômés du secondaire

et du collégial est comparable en 2019. Néanmoins, ces niveaux demeurent près de deux fois inférieurs à celui des diplômés universitaires. En contraste, la richesse moyenne des Québécois sans diplôme du secondaire a suivi une tendance distincte : après une légère diminution entre 1999 et 2005, elle a crû rapidement entre 2005 et 2016, pour ensuite se stabiliser jusqu'en 2019. Notons que la richesse moyenne des individus non diplômés du secondaire demeure la plus basse parmi tous les groupes analysés.

Deuxièmement, l'écart de richesse ne semble pas résulter d'une évolution différenciée de la composition démographique sur le plan de l'âge. D'abord, la composition démographique des provinces diffère très peu : en 1999, la population du Québec était un peu plus âgée que celle de l'Ontario, avec un âge moyen de presque 38 ans, comparé à 37 ans pour l'Ontario et le Canada. La population a vieilli un peu plus rapidement au Québec, mais pas de façon marquée, avec une augmentation de l'âge moyen et médian de presque cinq ans contre un peu plus de quatre ans en Ontario. Ainsi, la différence d'âge médian entre le Québec et l'Ontario ou le Canada était d'environ deux ans en 2019⁴.

Le tableau 3 montre le niveau de richesse moyen des ménages entre 1999 et en 2019 par tranche d'âge des chefs de ménage. La richesse moyenne augmente au fil de la vie active et atteint un sommet entre 55 et 64 ans. Par la suite, la richesse moyenne diminue légèrement au cours de la période de la retraite.

En comparant les provinces en 1999, nous constatons que l'accumulation de richesse jusqu'à l'âge de 55 ans est similaire au Québec et ailleurs. La richesse atteint toutefois son pic plus tôt au Québec, entre les âges de 55 et 59 ans, alors qu'elle continue de s'accroître jusqu'aux âges de 60 à 64 ans en Ontario. Après le pic, elle diminue partout. Cette différence d'accumulation dans le temps fait que la richesse des retraités est nettement plus faible au Québec qu'en Ontario et reflète le fait qu'à cette époque, les travailleurs ontariens avaient tendance à poursuivre leur activité professionnelle plus longtemps que les travailleurs québécois.

⁴ Statistique Canada. Tableau 17-10-0005-01 Estimation de la population au 1^{er} juillet, par âge et sexe. www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/cv.action?pid=1710000501

Tableau 3 : Niveau de richesse moyen des ménages (en '000 \$) selon le groupe d'âge au fil du temps

Année	20-29	30-39	40-49	50-59	60-69	70-79	80+	Total
Québec								
1999	46,12	132,90	220,80	474,10	367,00	353,50	254,00	244,70
2005	54,55	153,90	281,70	517,90	570,30	444,70	264,60	311,40
2012	96,56	213,70	401,80	683,70	693,40	529,50	455,80	449,90
2016	80,29	202,40	419,80	631,60	686,60	537,50	500,80	447,80
2019	61,56	211,60	405,80	648,70	715,80	586,70	470,10	461,50
Croissance	1,33	1,59	1,84	1,37	1,95	1,66	1,85	1,89
Versus Ontario	-0,74	-0,21	-0,26	-0,61	0,34	-0,47	0,09	-0,25
Versus Canada	1,33	1,59	1,84	1,37	1,95	1,66	1,85	1,89
Ontario								
1999	77,32	178,00	320,30	541,60	705,90	516,40	474,30	350,00
2005	78,08	289,60	401,30	588,10	752,60	660,50	567,40	430,80
2012	141,10	244,30	470,00	745,10	919,20	932,10	708,30	557,10
2016	155,40	314,80	598,70	929,20	1130,00	971,40	822,50	684,80
2019	160,20	320,30	670,80	1072,00	1134,00	1098,00	834,80	746,20
Croissance	2,07	1,80	2,09	1,98	1,61	2,13	1,76	2,13
Canada								
1999	62,25	159,10	292,90	495,90	549,30	430,00	377,00	301,30
2005	63,45	212,10	384,10	566,60	689,70	606,40	471,40	386,80
2012	112,40	245,20	511,00	744,40	847,10	755,80	629,00	531,20
2016	131,30	282,00	555,00	869,40	1003,00	865,00	653,30	614,10
2019	140,40	285,00	556,30	921,10	956,20	873,90	729,40	636,40
Croissance	2,26	1,79	1,90	1,86	1,74	2,03	1,93	2,11

Source : Calculs sur les données de l'Enquête sur la sécurité financière de 1999 à 2019.

Remarque : Données pondérées.

La situation est quelque peu différente en 2019. Le pic de richesse se produit maintenant entre les âges de 60 à 64 ans, au Québec comme ailleurs. En revanche, le niveau de richesse au Québec est inférieur à celui de l'Ontario et de l'ensemble du Canada pour tous les groupes d'âge. Nous observons aussi une désaccumulation plus rapide de la richesse des retraités québécois. En comparant la croissance de richesse de 1999 à 2019, nous observons qu'elle a été moindre au Québec pour toutes les tranches d'âge, sauf celle des 60 à 64 ans. Cela indique que l'on ne peut pas attribuer l'écart de croissance en richesse noté plus haut à certains groupes d'âge, car il est observé pour tous les groupes, sauf la tranche des 60 à 64 ans. Cette exception suggère que l'extension de l'activité professionnelle observée au Québec a contribué à réduire légèrement l'écart de richesse.

Troisièmement, des changements dans le temps des types de familles composant la population dans son ensemble ne semblent pas être une cause notable de l'écart de richesse

entre le Québec et l'Ontario. Le tableau 4 montre la richesse par type de famille. Premier constat, l'écart de richesse entre les célibataires (y compris les familles monoparentales) et les couples est important. Au Québec comme ailleurs, les célibataires ont à peu près la moitié moins de richesse que la moyenne, tandis que les couples avec enfants se situent dans la moyenne. Quant aux couples sans enfants, qui sont pour la plupart plus âgés (c'est-à-dire que les enfants ont déjà quitté le ménage), leur richesse dépasse la moyenne de 60 %.

Tableau 4 : Richesse (en '000 \$) par type de famille au fil du temps

Année	Ratio à la moyenne	1999	2005	2012	2016	2019	Croissance
Québec							
Personne seule	0,34	124,10	170,00	204,60	209,60	240,40	1,94
Couple sans enfants	1,05	386,50	533,50	633,20	663,80	657,10	1,70
Couple avec enfants	0,74	273,10	320,40	385,50	411,10	389,70	1,43
Famille monoparentale	0,31	113,00	64,81	159,10	185,80		1,64
Autre type de famille	1,00	368,10	262,40	614,40	621,20	599,70	1,63
Total		244,70	311,40	401,90	414,20	424,00	1,73
Ontario							
Personne seule	0,39	193,80	214,20	267,80	333,40	417,80	2,16
Couple sans enfants	1,12	552,90	644,00	757,90	904,10	989,00	1,79
Couple avec enfants	0,67	329,40	462,60	516,60	629,80	623,40	1,89
Famille monoparentale	0,32	157,90	109,50	163,60	334,70		2,12
Autre type de famille	1,00	494,50	440,70	662,10	854,80	862,50	1,74
Total		350,00	430,80	505,60	625,60	675,10	1,93
Canada							
Personne seule	0,39	162,10	201,30	246,30	296,10	350,30	2,16
Couple sans enfants	1,13	475,50	601,60	731,20	824,90	865,60	1,82
Couple avec enfants	0,74	310,20	418,60	482,30	556,10	530,30	1,71
Famille monoparentale	0,32	134,60	100,40	184,20	253,30		1,88
Autre type de famille	1,00	419,70	373,50	665,90	805,20	777,30	1,85
Total		301,30	386,80	478,00	555,70	580,50	1,93

Source : Calculs sur l'Enquête sur la sécurité financière de 1999 à 2019.

Remarque : Données pondérées.

Compte tenu de ces écarts de richesse, des différences dans la composition des ménages pourraient en principe affecter la richesse moyenne. Or, il s'avère que ces différences ne sont pas suffisamment importantes pour avoir un effet notable sur la moyenne. C'est également le cas pour la croissance de la richesse. Celle-ci a été inférieure au Québec pour tous les types de familles, avec une différence de 12 % à 28 % en comparaison de l'ensemble du Canada. Par ailleurs, la plus grande proportion de célibataires au Québec n'a pas grandement

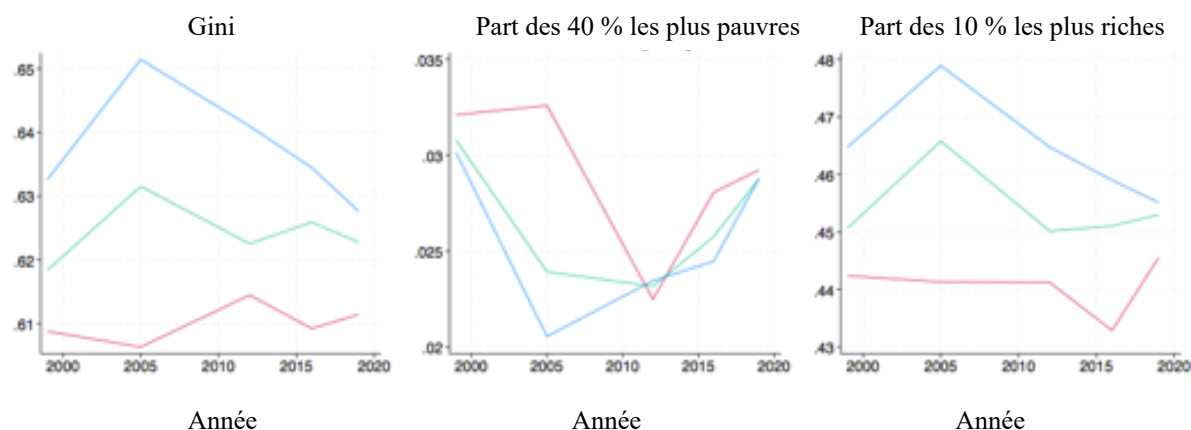
influencé les tendances d'accumulation de richesse, puisque le taux de croissance de la richesse de ce groupe a été très près de la moyenne de la population.

Quatrièmement, la concentration de richesse ne semble pas avoir joué un rôle notable non plus sur le plan des différences de richesse entre le Québec et l'Ontario. Aux États-Unis, depuis le début des années 80, la richesse a crû surtout au sommet de la distribution : les 1 % les plus riches, par exemple, ont vu leur part de la richesse passer de 28 % à 38 % de 1989 à 2018 ([Saez et Zucman, 2020](#)), tirant du même coup vers le haut la proportion de richesses accaparée par les groupes des 5 % et des 10 % les plus riches. Cela signifie qu'en grande partie, la croissance de la richesse moyenne reflète la croissance de la richesse des plus riches. Au Québec, la figure 1 démontre qu'à l'inverse, la part de la richesse détenue par les 10 % les plus riches a diminué très légèrement dans la province, soit de 46,5 % à 45,5 %, alors qu'en Ontario et au Canada, elle est demeurée inchangée à environ 45 %. De la même manière, le coefficient de Gini a diminué très légèrement au Québec, alors qu'il est resté stable en Ontario et au Canada. La part de richesse des 40 % des ménages les plus pauvres, qui est très faible avec des niveaux de 2,5 % à 3 % dans les trois régions, a aussi très peu changé si l'on compare les années 1999 et 2019.

Comme la baisse au Québec a été somme toute assez minime, la faible croissance de la richesse chez les plus fortunés compte assez peu dans l'explication des trajectoires divergentes de la richesse.

En somme, les différences démographiques entre le Québec et l'ensemble du pays, sur les plans de l'éducation, de l'âge et des types de familles formant la population, sont trop faibles pour expliquer l'écart de croissance de la richesse, surtout en considérant que le taux de croissance de la richesse a été considérablement plus bas au Québec qu'ailleurs pour l'essentiel des groupes démographiques. De même, la concentration de la richesse ne semble pas représenter un facteur déterminant.

Figure 1 : Coefficient de Gini, part des 40 % les plus pauvres et décile supérieur de la richesse au Québec, en Ontario et au Canada au fil du temps



Source : Calculs sur les données de l'Enquête sur la sécurité financière de 1999 à 2019.

Remarque : Données pondérées. Les lignes rouges représentent l'Ontario, les lignes bleues le Québec et les lignes vertes le Canada.

4. Analyse comparative des portefeuilles des ménages

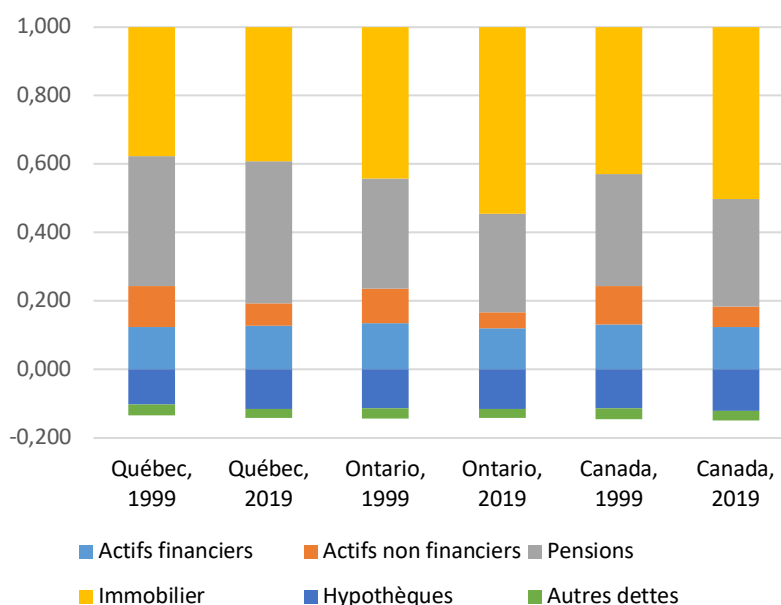
Cette section examine les portefeuilles des ménages et leur évolution dans le temps. Cette analyse vise à déterminer les composantes des portefeuilles des ménages pour lesquelles l'écart de croissance de la richesse a été observé.

La figure 2 montre les différents types d'actifs détenus dans les portefeuilles des ménages pour 1999 et 2019 au Québec, en Ontario et dans l'ensemble du pays. Au Québec, l'immobilier représente un peu moins de 40 % de la valeur totale des actifs, alors que les pensions représentent un autre 40 %, tant en 1999 qu'en 2019. En 1999, le reste se divise à part presque égale entre les actifs financiers et non financiers, alors qu'en 2019, la part des actifs non financiers (tels que les véhicules) affiche une baisse, qui est à peu près compensée par une hausse de la part des pensions. Les passifs correspondent à 13-14 % des actifs, en moyenne, alors que les hypothèques représentent environ les trois quarts de ce nombre. Cette structure de portefeuille a peu changé dans le temps.

La composition moyenne des portefeuilles diffère peu en Ontario et au Canada. L'immobilier y est prépondérant, représentant environ la moitié des portefeuilles. En revanche, la part des pensions est plus petite et ne représente qu'environ 30 % des

portefeuilles. Les parts des autres actifs financiers et non financiers sont similaires à celles observées pour le Québec.

Figure 2 : Portefeuille des ménages en 1999 et 2019

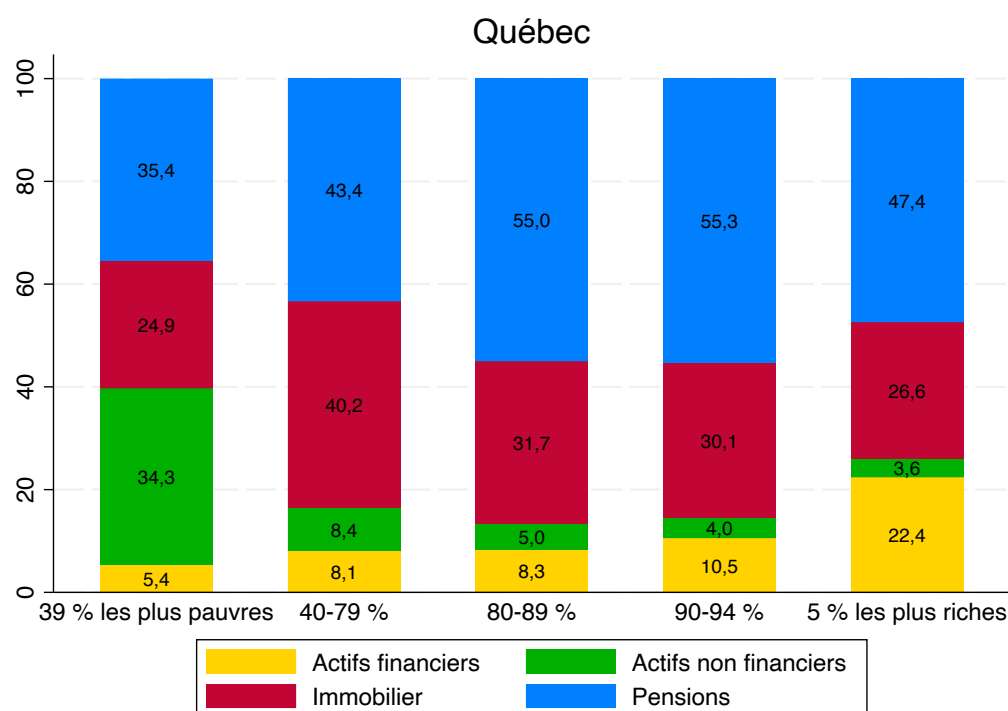


Source : Calculs sur les données de l'Enquête sur la sécurité financière de 1999 et 2019.

Remarque : Données pondérées.

Si nous examinons les différences entre quintiles de richesse, nous constatons que les ménages de diverses strates de richesse détiennent leur patrimoine de manière considérablement différente. La figure 3 montre la répartition du patrimoine des ménages québécois selon les composantes de portefeuille au Québec. Les données montrent que, plus les ménages sont pauvres, moins ils détiennent leur richesse sous forme d'actifs financiers et plus ils la détiennent sous forme d'actifs non financiers. L'immobilier représente la plus importante composante du portefeuille pour les ménages du deuxième quintile. À l'inverse, le quintile le plus riche et le quintile le plus pauvre sont ceux qui détiennent le moins de leur richesse en actifs immobiliers. Quant aux pensions, le premier quintile est celui où les ménages détiennent la plus petite proportion de leur patrimoine dans ce type de richesse. La proportion augmente progressivement jusqu'au quatrième quintile, et diminue ensuite quelque peu dans le cinquième quintile.

Figure 3 : Répartition en pourcentage des variables nettes du portefeuille au Québec par groupes de richesse

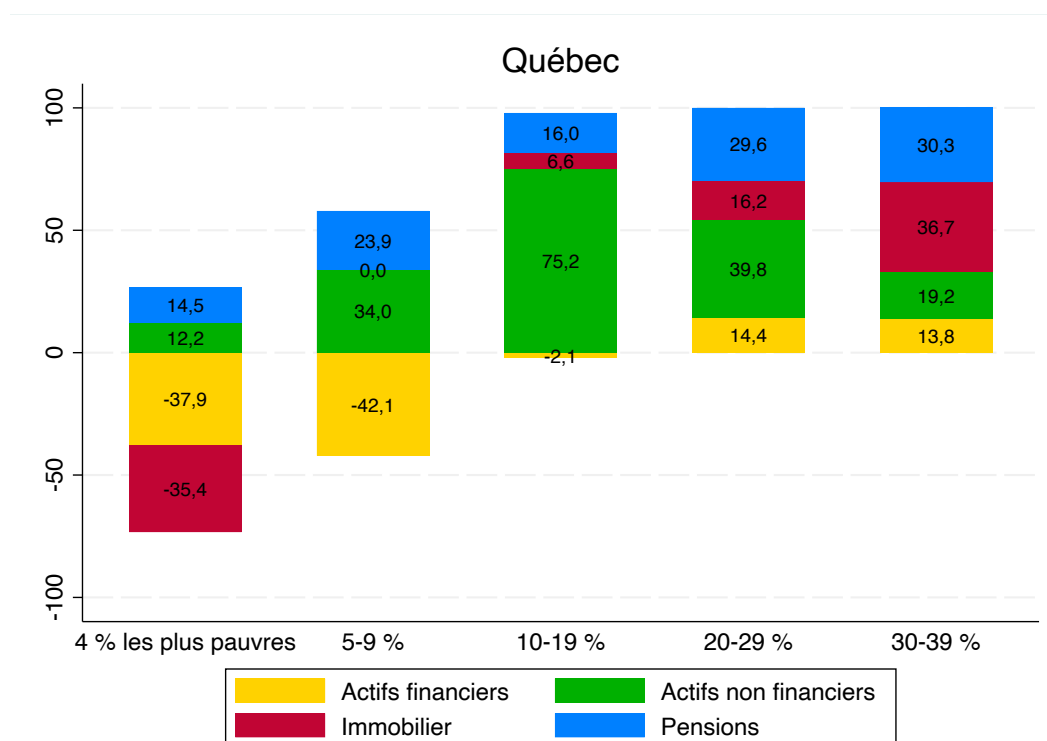


Source : Calculs sur les données de l'Enquête sur la sécurité financière de 1999 à 2019.

Remarque : Données pondérées.

De manière similaire, la figure 4 se penche sur la répartition des composantes de portefeuille au Québec, mais se concentre spécifiquement sur les quatre premiers quintiles de richesse. Les données montrent que, chez les 4 % les plus pauvres — la seule catégorie ayant une valeur nette totale négative —, l'immobilier et les valeurs mobilières ont une valeur nette négative, alors que les pensions et les actifs financiers sont les deux seules catégories ayant une valeur nette positive. Chez les 5 % à 9 % les plus pauvres, les valeurs mobilières continuent d'être un passif important, alors que l'immobilier représente une valeur nette nulle au sein du portefeuille. Dans le premier décile de pauvreté, les actifs non financiers représentent plus de 75 % de la valeur nette des ménages, alors que l'immobilier et les actifs financiers ont peu d'incidence sur celle-ci. Dans les deux déciles suivants, les catégories deviennent plus équilibrées, avec l'immobilier qui domine légèrement dans le décile des 30-39 %.

Figure 4 : Répartition en pourcentage des variables nettes du portefeuille au Québec pour les 39 % les plus pauvres



Source : Calculs sur les données de l'Enquête sur la sécurité financière de 1999 à 2019.

Remarque : Données pondérées.

Le tableau 5 montre les valeurs moyennes en dollars (de 2016) pour chaque catégorie d'actif et de passif détenus dans les portefeuilles québécois, ontariens et canadiens. En 2019, le ménage québécois moyen détenait une richesse immobilière d'environ 210 000 \$ et un passif hypothécaire de 62 000 \$ (ce qui inclut les résidences secondaires, représentant environ 20 % du total, tout comme les hypothèques). Les valeurs correspondantes sont beaucoup plus élevées en Ontario, avec un actif immobilier moyen de 474 000 \$ et un passif hypothécaire de 100 000 \$, de sorte que l'immobilier joue un rôle beaucoup plus grand dans les portefeuilles ontariens. Selon nos calculs, la valeur moyenne des actifs immobiliers au Québec s'élève à seulement 44 % de la moyenne ontarienne.

Tableau 5 : Composition moyenne des portefeuilles (en '000 \$) au fil du temps : Québec, Ontario et Canada

Québec	1999	2005	2012	2016	2019	Taux de croissance (%)
Actifs financiers	35,3	39,8	68,0	59,5	68,9	95
Actifs non financiers	33,3	33,5	39,3	38,9	34,8	5
Pensions et fonds de retraite	107,4	138,6	202,3	210,6	223,5	108
Immobilier	106,2	144,5	213,5	220,9	210,6	98
Hypothèques	29,0	33,9	55,0	64,5	62,3	115
Autres dettes	8,5	11,3	18,4	17,5	14,1	66
Richesse totale	244,7	311,4	449,9	447,8	461,5	89
Actifs	282,2	356,5	523,1	529,8	537,9	91
Passifs	37,5	45,2	73,4	82,0	76,4	104
Patrimoine immobilier net	77,2	110,6	158,6	156,4	148,3	92
Patrimoine non immobilier	167,5	200,8	291,4	291,4	313,2	87

Ontario	1999	2005	2012	2016	2019	Taux de croissance (%)
Actifs financiers	55,5	56,3	77,3	102,7	104,1	88
Actifs non financiers	41,0	41,3	35,3	38,0	40,7	-1
Pensions et fonds de retraite	130,9	160,1	216,2	245,1	250,5	91
Immobilier	180,8	258,4	330,0	424,5	473,7	162
Hypothèques	46,2	65,0	79,8	103,3	100,3	117
Autres dettes	12,2	20,4	21,8	22,2	22,5	84
Richesse totale	350,0	430,8	557,1	684,8	746,2	113
Actifs	408,2	516,1	658,7	810,3	869,0	113
Passifs	58,4	85,4	101,6	125,5	122,8	110
Patrimoine immobilier net	134,6	193,5	250,2	321,2	373,4	177
Patrimoine non immobilier	215,4	237,4	306,9	363,6	372,8	73

Canada	1999	2005	2012	2016	2019	Taux de croissance (%)
Actifs financiers	46,4	53,1	76,3	90,5	93,3	101
Actifs non financiers	39,7	41,2	40,7	42,9	44,2	11
Pensions et fonds de retraite	115,4	147,6	206,5	231,6	235,4	104
Immobilier	150,9	213,6	305,1	364,1	375,3	149
Hypothèques	39,7	51,8	75,0	93,0	90,5	128
Autres dettes	11,4	17,0	22,4	22,1	21,4	87
Richesse totale	301,3	386,8	531,2	614,1	636,4	111
Actifs	352,4	455,5	628,5	729,1	748,2	112
Passifs	51,2	68,8	97,4	115,1	111,9	119
Patrimoine immobilier net	111,2	161,8	230,1	271,1	284,8	156
Patrimoine non immobilier	190,1	225,0	301,1	343,0	351,6	85

Source : Calculs sur les données de l'Enquête sur la sécurité financière de 1999 à 2019.

Remarque : Données pondérées.

Cette différence était moins grande en 1999, quand les actifs immobiliers au Québec s'élevaient à 59 % de la moyenne ontarienne. Cette évolution est une conséquence de la croissance plus forte des actifs immobiliers en Ontario (et dans l'ensemble du pays) : pendant qu'au Québec, la valeur moyenne de l'immobilier dans les portefeuilles des ménages a

augmenté de 98 % entre 1999 et 2019, ce taux de croissance cumulatif a été de 162 % en Ontario et de 149 % au Canada⁵. La différence de croissance est encore plus grande pour le patrimoine immobilier net de prêts hypothécaires, qui a connu un taux de croissance cumulatif de 92 % au Québec, de 177 % en Ontario et de 156 % au Canada. Cette différence est particulièrement marquée pour les années 2012 à 2019.

En revanche, les différences entre le Québec et l'Ontario sont bien moindres en ce qui a trait au patrimoine non immobilier des ménages. Pour les ménages québécois, celui-ci s'élevait à 78 % de la valeur ontarienne en 1999, et même à 84 % en 2019. Le taux de croissance cumulatif était plus élevé au Québec, à 87 %, contre 73 % en Ontario et 85 % dans l'ensemble du pays. Autrement dit, en comparaison de l'Ontario ou du Canada, le Québec n'affiche pas de retard sur le plan de la croissance du patrimoine non immobilier.

Après l'immobilier, les pensions et les fonds de retraite forment la catégorie d'actif la plus importante, en particulier au Québec, où la valeur des pensions dans le portefeuille moyen est très similaire à celle de l'immobilier. En plus, les deux catégories d'actif ont vu une croissance très similaire au fil des ans. En Ontario, par contre, les pensions constituaient déjà une partie plus petite du portefeuille moyen en 1999. Entre 1999 et 2019, elles ont cru un peu moins qu'au Québec, et nettement moins que l'immobilier, diminuant en importance dans les portefeuilles Ontariens. Il faut toutefois noter que cette comparaison est différente pour les Québécois dans la moitié inférieure de la distribution de richesse. Leurs fonds de pension sont plus petits que ceux des Ontariens ayant une richesse comparable, que ce soit en termes absolus, ou en fraction des revenus.

En somme, le patrimoine immobilier est un facteur très important pour les différences de richesse entre le Québec, l'Ontario et le Canada. Déjà en 1999, l'immobilier représentait plus de la moitié de l'écart de richesse moyenne des ménages entre le Québec et l'Ontario. Cette proportion a augmenté à presque 80 % en 2019. L'immobilier explique l'intégralité de l'écart de croissance de la richesse entre le Québec et l'Ontario de 1999 à 2019.

⁵ La différence entre l'évolution des prix immobiliers au Québec et en Ontario est aussi visible dans les indices des prix d'immobilier. Voir <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/46-28-0001/2023001/article/00003-eng.htm>.

5. Analyse par cohortes

Dans cette section, nous évaluons l'évolution de la richesse et du statut de propriété dans nos trois régions d'intérêt pour différentes cohortes.

Puisque l'enquête a été menée à différents intervalles de temps (1999, 2005, 2012, 2016 et 2019), qu'il n'existe aucune variable d'âge continue pour l'année 2019 (il n'y a qu'une variable catégorique divisant les répondants en cohortes de cinq ans) et que le nombre d'observations impose des contraintes quant à la taille des groupes, nous avons construit les cohortes sur une base de dix années. Nous avons donc les cohortes suivantes : 20-29, 30-39, 40-49, 50-59, 60-69, 70-79 et 80 et plus.

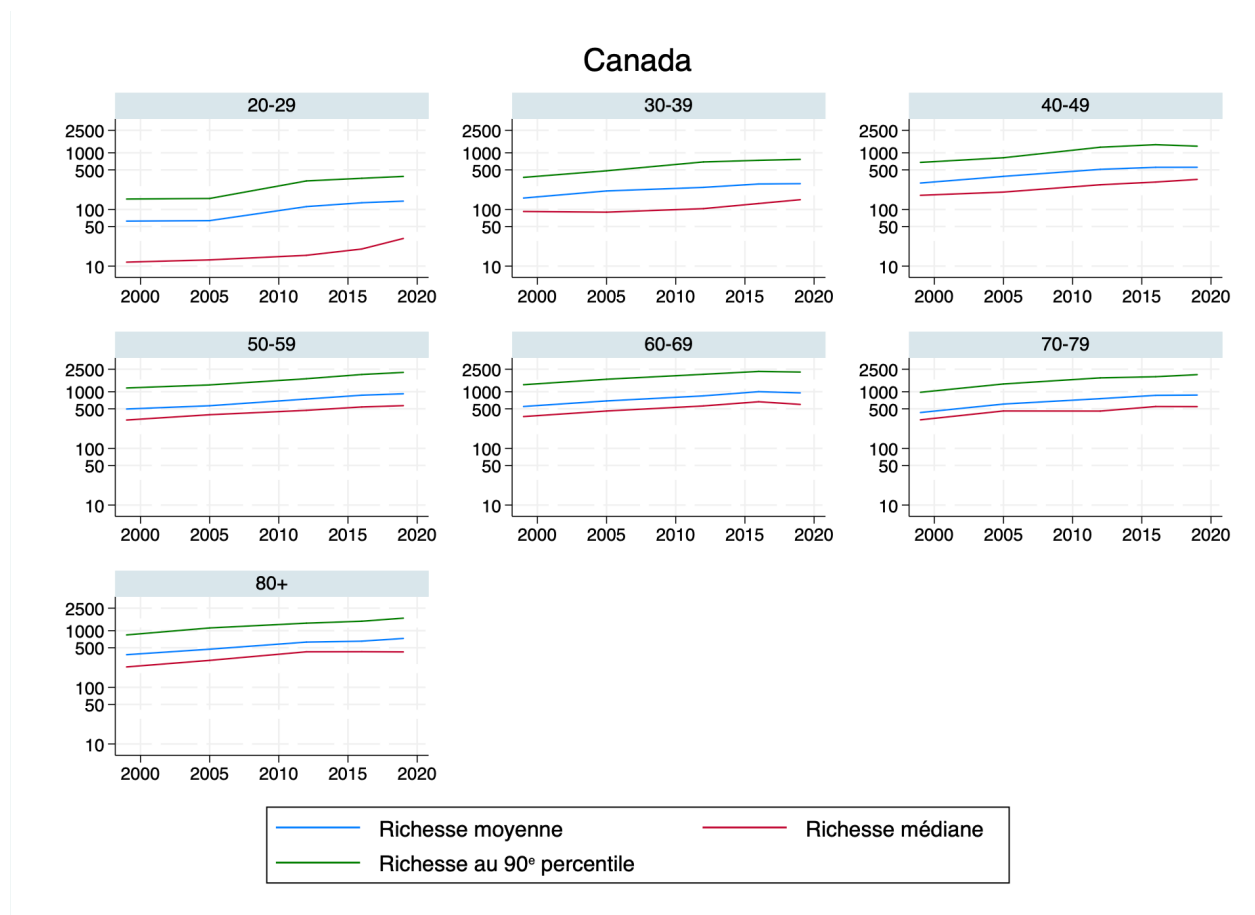
Les figures 5 à 7 montrent l'évolution de la richesse médiane, de la richesse moyenne et de la richesse au 90^e percentile pour le Québec, l'Ontario et le Canada, selon différentes cohortes d'âge. Dans l'ensemble, les tendances liées au niveau de richesse sont assez similaires pour les trois régions. On observe, par exemple, dans chacun des cas, une tendance à la hausse du niveau de richesse avec l'âge pour l'ensemble des groupes, et la richesse moyenne, médiane et au 90^e percentile présente une évolution relativement comparable à travers le temps⁶.

C'est principalement dans le groupe des 20-29 ans que des différences importantes entre les provinces peuvent être notées. Alors que les trois mesures de richesse ont été en hausse au pays au cours de la période étudiée, elles se sont mises à diminuer au Québec après l'année 2012 ou 2016. Quant à l'Ontario, la richesse moyenne et au 90^e percentile a augmenté, mais la richesse médiane a suivi une tendance en dents de scie, augmentant de

⁶ L'augmentation de la richesse avec l'âge est statistiquement significative au niveau de 1 % pour les trois statistiques jusqu'à l'âge de 55 ans. Après cet âge, l'accumulation de richesse ralentit, ou la décapitalisation commence. Les différences entre les groupes d'âge de plus de 55 ans sont toutes statistiquement significatives au niveau de 5 ou 10 %, à l'exception de la comparaison entre les âges de 55 et 65 ans au Québec, et de la richesse médiane entre les âges de 55 et 65 ans en Ontario.

1999 à 2005, diminuant ensuite jusqu'en 2012, puis repartant à la hausse pour s'établir en 2019 à un niveau légèrement supérieur à 2005⁷.

Figure 5 : Évolution de la richesse médiane, moyenne et au 90^e percentile (en '000 \$) au sein des cohortes d'âge au Canada

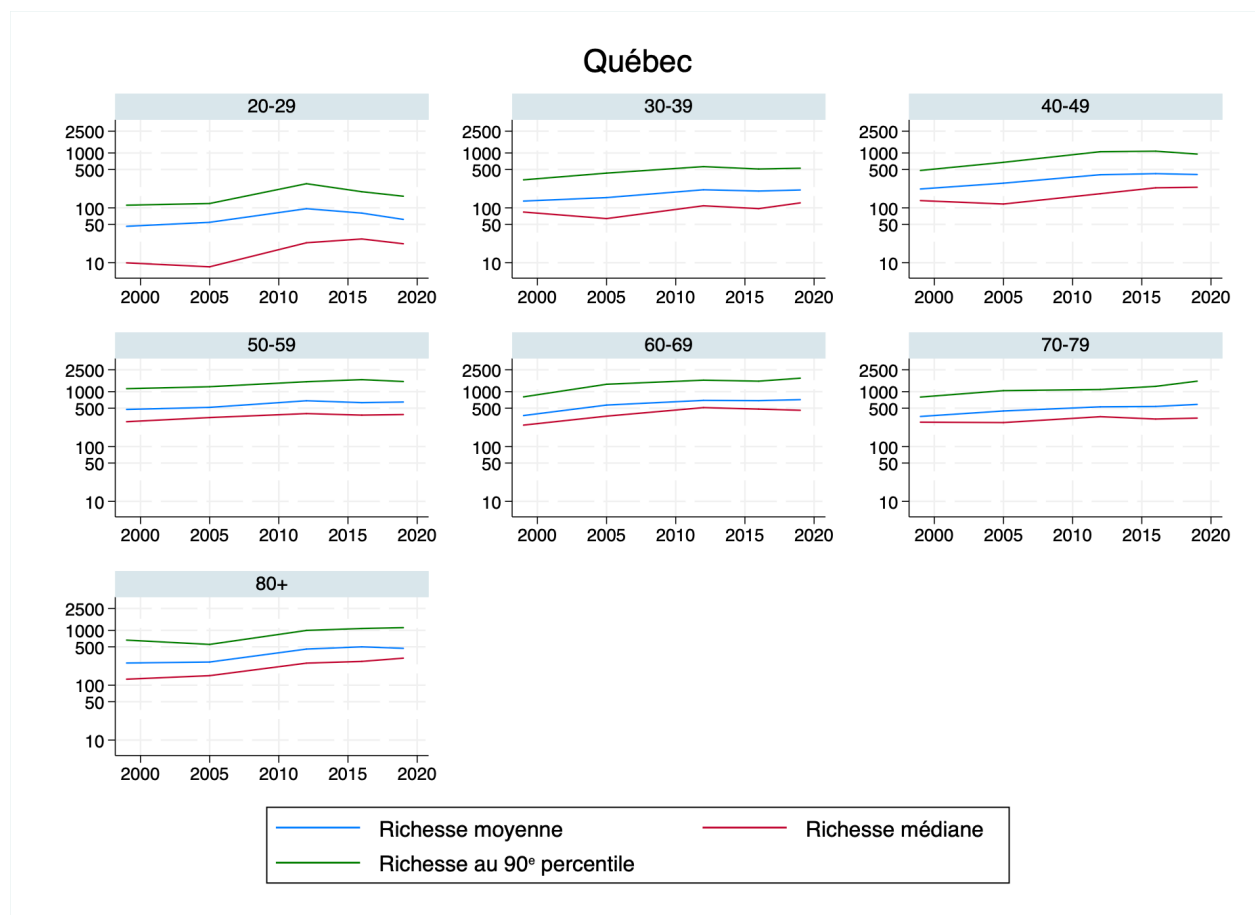


Source : Calculs sur les données de l'Enquête sur la sécurité financière de 1999 à 2019.

⁷ L'augmentation de la richesse moyenne et au 90^e percentile des personnes de 20 à 29 ans au Québec jusqu'en 2012 et le déclin subséquent sont statistiquement significatifs au niveau de 1 %. L'augmentation des trois moments de richesse au fil du temps pour les autres groupes d'âge est statistiquement significative au moins au niveau de 5 %, tout comme l'augmentation pour tous les groupes d'âge en Ontario et dans l'ensemble du pays. Les deux seules exceptions sont les 70 à 79 ans au Québec et les 20 à 29 ans en Ontario, dont la richesse médiane ne change pas de façon significative.

Remarque : Données pondérées.

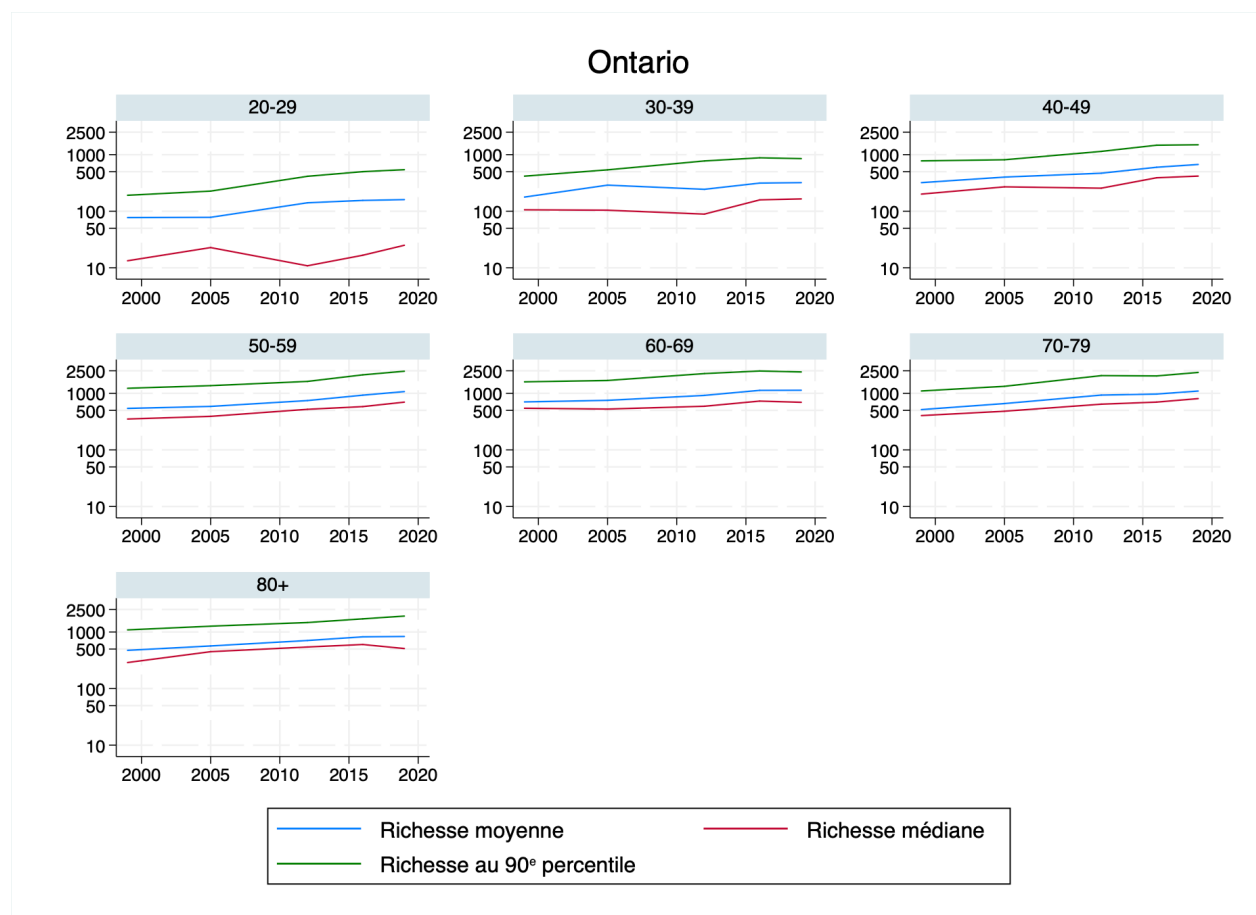
Figure 6 : Évolution de la richesse médiane, moyenne et au 90^e percentile (en '000 \$) au sein des cohortes d'âge au Québec



Source : Calculs sur les données de l'Enquête sur la sécurité financière de 1999 à 2019.

Remarque : Données pondérées.

Figure 7 : Évolution de la richesse médiane, moyenne et au 90^e percentile (en '000 \$) au sein des cohortes d'âge en Ontario



Source : Calculs sur les données de l'Enquête sur la sécurité financière de 1999 à 2019.

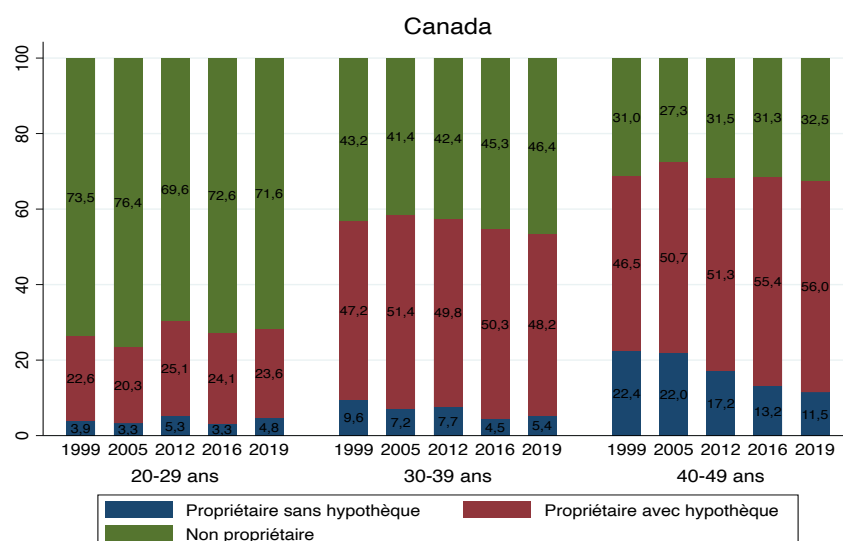
Remarque : Données pondérées.

Les figures 8 et 9 montrent respectivement l'évolution du statut de propriété des 49 ans et moins au Canada ainsi qu'au Québec et en Ontario. Pour toutes les périodes étudiées, la proportion de propriétaires augmente avec l'âge dans les trois régions. Par exemple, alors que la majorité des 20-29 ans est non-propriétaire, la situation s'inverse chez les 30-39 ans, puis s'accroît chez les 40-49 ans. Cependant, la diminution de la proportion de non-propriétaires est plus prononcée entre les 20-29 ans et les 30-39 ans qu'entre les 30-39 ans et les 40-49 ans.

En Ontario, la proportion de non-propriétaires est généralement plus faible qu'au Québec, peu importe le groupe d'âge et la période étudiée. Fait intéressant, la proportion de

propriétaires sans hypothèque décroît dans le temps pour les trois régions étudiées, et ce, pour les 30-39 ans et les 40-49 ans. Pour ce qui est des 20-29 ans, la proportion semble plutôt stagner. Sans grande surprise, elle est également la plus faible parmi les trois groupes d'âge.

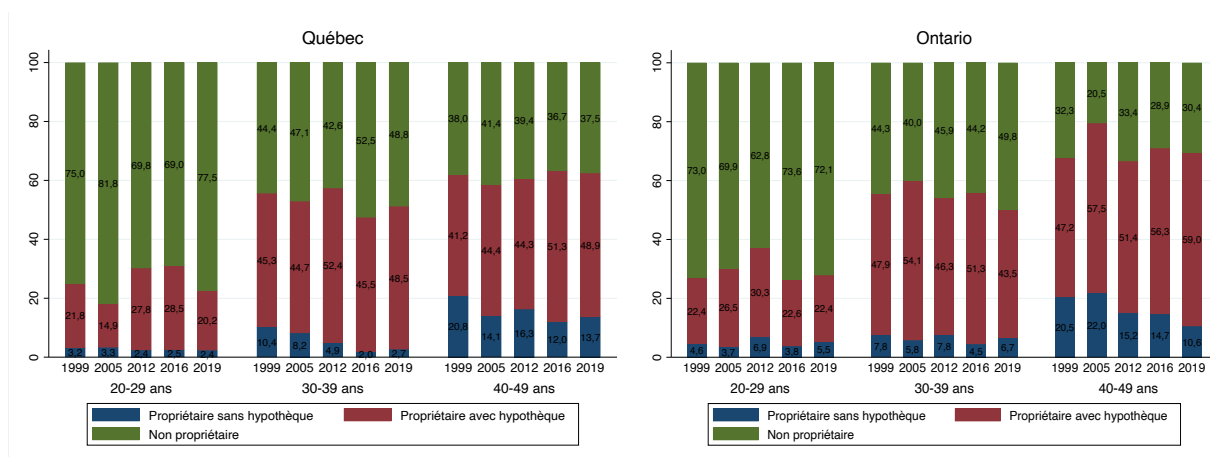
Figure 8 : Évolution du statut de propriété des 49 ans et moins au Canada entre 1999 et 2019.



Source : Calculs sur les données de l'Enquête sur la sécurité financière de 1999, 2005, 2012, 2016 et 2019.

Remarque : Données pondérées.

Figure 9 : Évolution du statut de propriété des 49 ans et moins au Québec et en Ontario entre 1999 et 2019.



Source : Calculs sur les données de l'Enquête sur la sécurité financière de 1999, 2005, 2012, 2016 et 2019.

Remarque : Données pondérées.

6. Analyses pour les plus défavorisés

Cette section se concentre spécifiquement sur l'évolution de la richesse des moins nantis sur le plan du revenu dans les trois régions analysées.

Tableau 6 : Part de richesse détenue par les plus défavorisés (en %) en 1999 et 2019

	<i>Canada</i>		<i>Québec</i>		<i>Ontario</i>	
	1999	2019	1999	2019	1999	2019
% de richesse	2,0	2,9	1,4	2,4	2,0	2,8

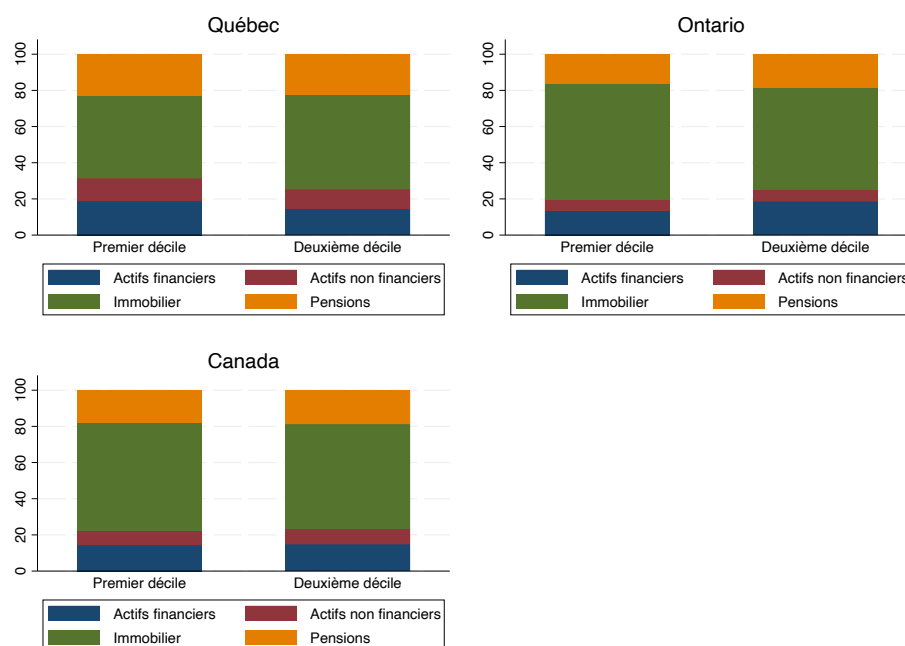
Source : Calculs sur les données de l'Enquête sur la sécurité financière de 1999 à 2019.

Remarque : Données pondérées.

Le tableau 6 montre la part de richesse détenue (en %) en 1999 et 2019 au Canada, au Québec et en Ontario. De prime abord, on remarque que la part détenue par les 10 % ayant le plus faible revenu est minime dans les trois régions, bien qu'elle ait augmenté d'un point de pourcentage entre 1999 et 2019. En effet, elle est passée de 2,0 % à 2,9 % au Canada, de 2,0 % à 2,8 % en Ontario et de 1,4 % à 2,8 % au Québec. On voit ainsi que les proportions sont similaires entre les régions, particulièrement en 2019.

La figure 10 illustre la composition du portefeuille en 2019 au sein du décile inférieur et du deuxième décile de revenu. En 2019, l'immobilier représentait la majeure partie du portefeuille chez les deux groupes retenus sur le plan du revenu dans les trois régions. Plus précisément, au Canada, l'immobilier constituait 60 % du portefeuille des individus faisant partie du décile inférieur et 59 % de ceux faisant partie du deuxième décile. Au Québec, les proportions équivalentes étaient plus faibles. En effet, elles étaient respectivement de 46 % et 52 %. Quant à l'Ontario, les proportions équivalentes étaient respectivement de 64 % et 56 %.

Figure 10 : Composition du portefeuille du décile inférieur et du deuxième décile de revenu en 2019



Source : Calculs sur les données de l'Enquête sur la sécurité financière de 2019.

Remarque : Données pondérées.

Tableau 7 : État d'accession à la propriété (en %) selon le groupe de revenus en 2019

	<i>Canada</i>			<i>Québec</i>			<i>Ontario</i>		
	10 % -	50 % -	10 % +	10 % -	50 % -	10 % +	10 % -	50 % -	10 % +
Propriétaire sans hypothèque	15,6	27,1	38,9	12,2	24,4	32,3	14,5	26,9	42,6
Propriétaire avec hypothèque	8,9	20,3	55,2	7,6	17,9	60,5	7,4	20,1	53,4
Non-propriétaire	75,5	52,6	5,9	80,2	57,7	7,1	78,1	53,0	4,0

Source : Calculs sur les données de l'Enquête sur la sécurité financière de 2019.

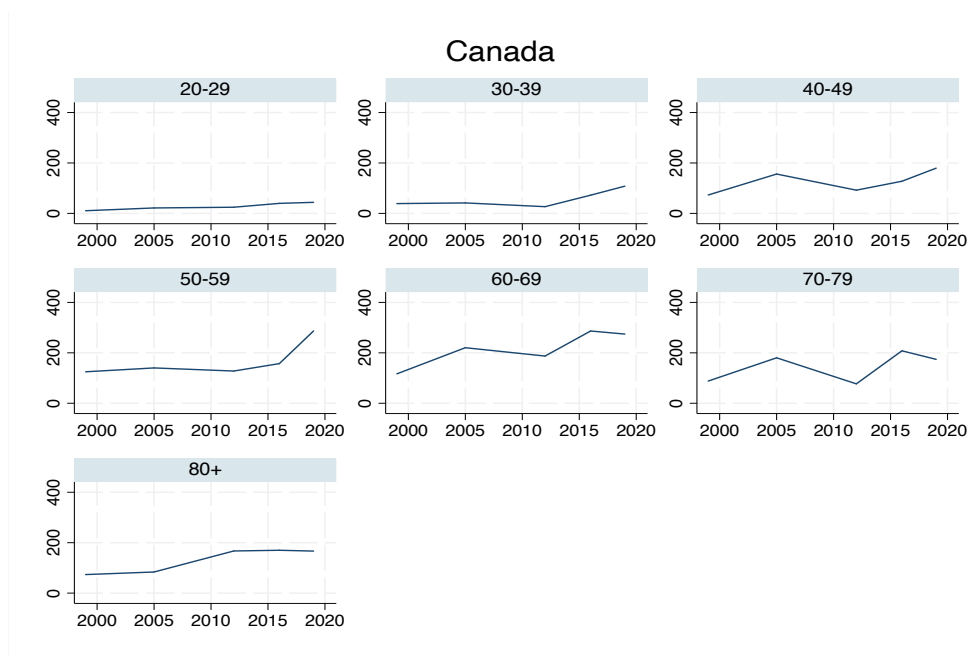
Remarque : Données pondérées. « **10 % -** » correspond aux 10 % les moins bien rémunérés; « **50 % -** », aux 50 % les moins bien rémunérés; et « **10 % +** », aux 10 % les mieux rémunérés.

Le tableau 7, quant à lui, fait référence à l'état d'accession à la propriété selon le groupe de revenus en 2019 au Canada, au Québec et en Ontario. Il révèle clairement que, pour toutes les régions, le statut de propriété dépend du groupe de revenus auquel appartiennent les individus. En effet, mieux ils sont rémunérés, plus ils ont tendance à être propriétaires. Par exemple, au Canada, en 2019, la proportion de propriétaires chez les 10 % les mieux rémunérés était de 94,1 %. Au Québec, elle était de 92,8 % et, en Ontario, de 96 %. En revanche, la proportion de propriétaires chez les 10 % les moins bien rémunérés était seulement de 24,5 % au Canada, de 19,8 % au Québec et de 21,9 % en Ontario. On remarque, en outre, que c'est au Québec que la proportion de propriétaires est la plus faible pour chaque groupe de revenus.

Les trois figures suivantes (11, 12 et 13) présentent la richesse moyenne des 10 % les moins bien rémunérés par groupe d'âge au Canada, au Québec et en Ontario. Dans l'ensemble, l'évolution de la richesse à travers le temps décrit une trajectoire relativement similaire pour chaque tranche d'âge de moins de 60-69 ans. Pour les autres tranches d'âge, soit celles où les Canadiens sont normalement à la retraite, on peut noter certaines différences marquées dans la trajectoire de la richesse.

Dans les trois régions, par exemple, la richesse des 20-29 ans reste assez stable à travers les années. De même, pour les 50-59 ans, la richesse est en hausse après 2015, à la suite d'une longue période de stabilité ou de légères fluctuations. Pour le groupe des 60-69 ans, toutefois, on remarque une différence de trajectoire importante entre le Québec, où la courbe augmente peu entre 2010 et 2020, et l'Ontario et le Canada dans l'ensemble, où la courbe est en forte croissance à partir du milieu de la décennie 2010. Quant aux personnes âgées de 70 à 79 ans, la courbe est assez différente dans les trois régions : dans l'ensemble du Canada, elle est en dents de scie sur toute la période; au Québec, on observe un pic important vers 2015, puis une forte baisse; et en Ontario, la courbe augmente rapidement après 2015, sans rebaisser comme dans l'ensemble du pays. Quant aux gens de plus de 80 ans, les trajectoires forment une faible hausse entre 2005 et 2012 pour l'ensemble du Canada, alors qu'en Ontario, la richesse augmente très fortement jusqu'en 2005 pour ensuite retomber progressivement. Au Québec, la richesse augmente plutôt très légèrement sur l'ensemble de la période.

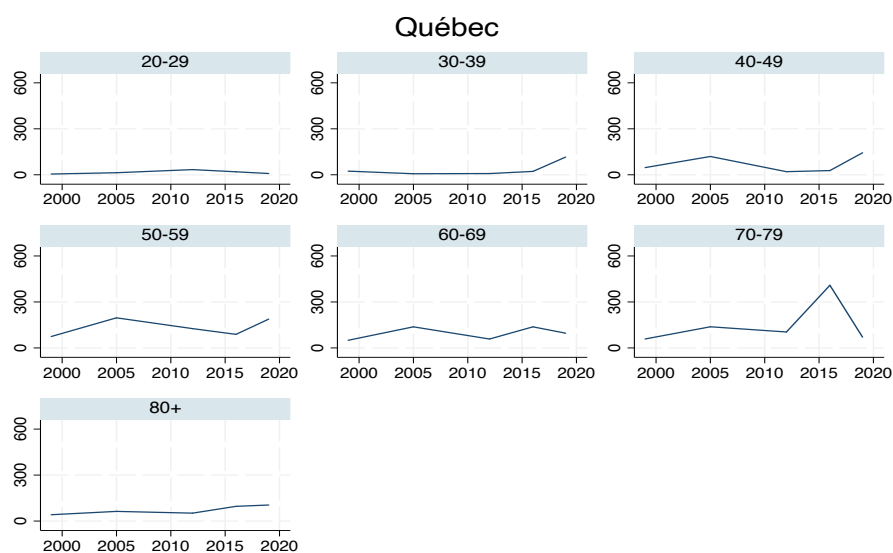
Figure 11 : Richesse moyenne des 10 % les moins bien rémunérés par groupe d'âge au Canada (en '000 \$)



Source : Calculs sur les données de l'Enquête sur la sécurité financière de 1999 à 2019.

Remarque : Données pondérées.

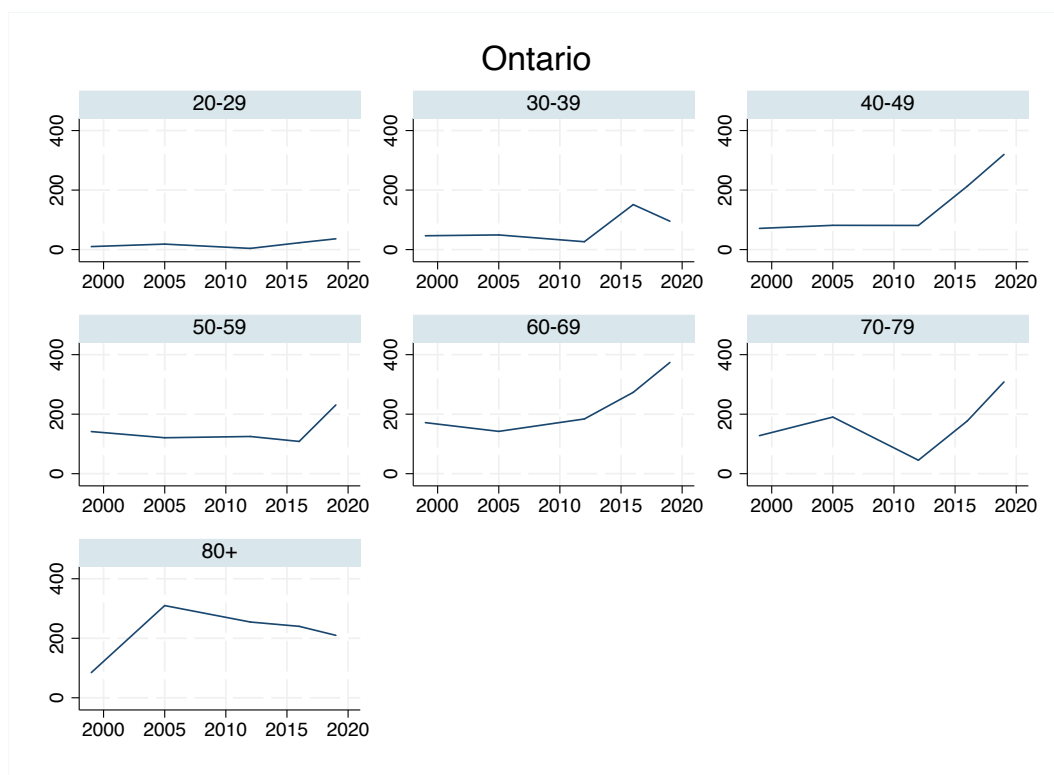
Figure 12 : Richesse moyenne des 10 % les moins bien rémunérés par groupe d'âge au Québec (en '000 \$)



Source : Calculs sur les données de l'Enquête sur la sécurité financière de 1999 à 2019.

Remarque : Données pondérées.

Figure 13 : Richesse moyenne des 10 % les moins bien rémunérés par groupe d'âge en Ontario (en '000 \$)



Source : Calculs sur les données de l'Enquête sur la sécurité financière de 1999 à 2019.

Remarque : Données pondérées.

7. Conclusion

Le gouvernement du Québec a fait connaître son engagement à réduire l'écart de revenu par habitant avec l'Ontario au cours des 15 prochaines années, en réponse à un écart de PIB par habitant persistant observé au cours des deux dernières décennies. En raison notamment de cet engagement, la question des inégalités de richesse a fait l'objet d'un renouveau d'intérêt au sein de la communauté scientifique et de la population générale.

La littérature québécoise sur le sujet reste cependant limitée. Les analyses réalisées jusqu'ici ont notamment négligé le rôle crucial de l'âge dans l'accumulation de la richesse. Par ailleurs, peu d'études récentes se sont concentrées sur les différentes composantes de la richesse afin de quantifier les différences entre les régions canadiennes et de vérifier à quelles composantes du portefeuille d'actifs celles-ci peuvent être attribuées.

Ce rapport visait donc à combler ce manque dans la littérature en établissant des comparatifs entre le Québec et l'Ontario sur le plan de la richesse et de sa distribution. Plus précisément, nous avons traité de l'évolution de la richesse et de ses composantes au Québec et en Ontario, de même qu'au pays plus généralement. Suivant [Davies et al. \(2017\)](#), nous avons utilisé les données de l'ESF pour les années 1999, 2005, 2012, 2016 et 2019, afin de dresser un portrait de la richesse de différents groupes socioéconomiques et de tracer l'évolution non seulement de la richesse totale, mais aussi des différentes composantes des portefeuilles des ménages.

Nos résultats nous amènent à faire trois constats importants. Premièrement, la disparité de richesses entre les ménages québécois et ontariens s'est accrue depuis 1999, la première année pour laquelle nous avons des données. Cet écart en faveur de l'Ontario n'est toutefois pas attribuable à une différence de croissance dans le nombre de ménages, aux données utilisées ou à une différence dans la croissance du revenu des ménages. Il n'apparaît pas alimenté non plus par une forte différence au sein de certains groupes d'éducation, puisque l'écart est comparable pour tous les groupes. Nos analyses nous permettent, par ailleurs, d'écarter l'âge comme facteur principal.

Deuxièmement, nos données montrent que la part de la richesse détenue par les plus fortunés a légèrement diminué au Québec, mais qu'elle est demeurée inchangée en Ontario et au Canada. Par conséquent, il semble que la faible croissance de la richesse au sommet de la distribution ne peut pas être retenue comme facteur central pour expliquer les trajectoires divergentes des provinces.

Tous ces facteurs étant exclus, nos analyses finales nous ont permis d'arriver à notre troisième constat important, soit que le patrimoine immobilier est un facteur clé pour expliquer les différences de richesse entre le Québec, l'Ontario et le Canada. Plus précisément, en 1999, l'immobilier représentait plus de la moitié de l'écart de richesse moyenne des ménages entre le Québec et l'Ontario, et cette proportion a augmenté à presque 80 % en 2019. Ainsi, l'écart de croissance de la richesse entre les ménages québécois et ontariens (et canadiens) découle entièrement de l'immobilier.

Enfin, parmi nos résultats secondaires, nos analyses par cohorte révèlent des disparités importantes dans l'évolution de la richesse chez les 20-29 ans. Alors qu'au pays, les trois mesures de richesse ont crû durant la période étudiée, elles se sont mises à diminuer au

Québec après 2012 ou 2016. En Ontario, la richesse moyenne et au 75^e percentile a augmenté, mais la richesse médiane a plutôt suivi une tendance en dents de scie. Quant aux analyses portant sur les groupes les plus défavorisés, elles montrent que la proportion de propriétaires est plus faible au Québec pour chaque groupe de revenus étudié.

Bibliographie

- Acciari, P., & Morelli, S. (2020). Wealth transfers and net wealth at death: Evidence from the Italian inheritance tax records 1995–2016. *Measuring distribution and mobility of income and wealth*. University of Chicago Press, 175–203. <https://www.nber.org/books-and-chapters/measuring-distribution-and-mobility-income-and-wealth/wealth-transfers-and-net-wealth-death-evidence-italian-inheritance-tax-records-1995-2016>
- Aiyagari, S. R. (1994). Uninsured idiosyncratic risk and aggregate saving. *The Quarterly Journal of Economics*, 109(3), 659-684.
- Benhabib, J., Bisin, A., & Zhu, S. (2011). The distribution of wealth and fiscal policy in economies with finitely lived agents. *Econometrica*, 79(1), 123-157.
- Bhandari, A., & McGrattan, E. R. (2021). Sweat equity in US private business. *The Quarterly Journal of Economics*, 136(2), 727-781.
- Block, S., Galabuzi-Grace, E. & Tranjan, R. (2019). *Canada's colour coded income inequality*. Canadian Centre for Policy Alternatives.
- Boucher, G., & Torres, S. (2023). *Les inégalités de patrimoine au Québec*. Montréal, Observatoire québécois des inégalités.
- Brzozowski, M., Gervais, M., Klein, P. & Suzuki, M. (2010). Consumption, income, and wealth inequality in Canada. *Review of Economic Dynamics*, 13(1), 52–75.
- Cagetti, M., & De Nardi, M. (2006). Entrepreneurship, frictions, and wealth. *Journal of political Economy*, 114(5), 835-870.
- Castañeda, A., Diaz-Gimenez, J., & Rios-Rull, J. V. (2003). Accounting for the US earnings and wealth inequality. *Journal of political economy*, 111(4), 818-857.
- Cowell, F., Nolan, B., Olivera, J., & Van Kerm, P. (2017). Wealth, top incomes and inequality. *National Wealth: What is missing, why it matters*. Oxford University Press, 175-206.
- Davies, J. B., Fortin, N. M. & Lemieux, T. (2017). Wealth inequality: theory, measurement and decomposition. *Canadian Journal of Economics/Revue canadienne d'économique*, 50(5).
- Davies, J.B. & Di Matteo, L. (2021). Long run Canadian wealth inequality in international context. *Review of Income and Wealth*, 67, 134-164.
- De Nardi, M. (2004). Wealth inequality and intergenerational links. *The Review of Economic Studies*, 71(3), 743-768.

- De Nardi, M., & Fella, G. (2017). Saving and wealth inequality. *Review of Economic Dynamics*, 26, 280-300.
- Díaz-Giménez, J., Glover, A., & Ríos-Rull, J. V. (2011). Facts on the distributions of earnings, income, and wealth in the United States: 2007 update. *Quarterly Review*, 34(1), Federal Reserve Bank of Minneapolis, 2-31.
- Drolet, M., Zhang, X. & Morissette, R. (2002). The evolution of wealth inequality in Canada, 1984-1999. *Analytical Studies Branch Research Paper Series*, Statistics Canada, Analytical Studies Branch.
- Finances Québec (2021). *Le point sur la situation économique et financière du Québec – Automne 2021*.
- Gale, W. G., Gelfond, H., Fichtner, J. J., & Harris, B. H. (2021, February). The wealth of generations, with special attention to the millennials. *Measuring distribution and mobility of income and wealth*. University of Chicago Press, 145-174. <https://www.nber.org/books-and-chapters/measuring-distribution-and-mobility-income-and-wealth/wealth-generations-special-attention-millennials>
- Huggett, M. (1993). The risk-free rate in heterogeneous-agent incomplete-insurance economies. *Journal of economic Dynamics and Control*, 17(5-6), 953-969.
- Kaymak, B., & Poschke, M. (2016). The evolution of wealth inequality over half a century: The role of taxes, transfers and technology. *Journal of Monetary Economics*, 77, 1-25.
- Kaymak, B., & Leung, D. & Poschke, M. (2025). Accounting for wealth concentration in the US. *American Economic Journal: Macroeconomics*, conditionally accepted.
- Kindermann, F., & Krueger, D. (2022). High marginal tax rates on the top 1 percent? Lessons from a life-cycle model with idiosyncratic income risk. *American Economic Journal: Macroeconomics*, 14(2), 319-366.
- Kopczuk, W., & Saez, E. (2004). Top wealth shares in the United States, 1916–2000: Evidence from estate tax returns. *National Tax Journal*, 57(2), 445-487.
- Krusell, P., & Smith, Jr, A. A. (1998). Income and wealth heterogeneity in the macroeconomy. *Journal of political Economy*, 106(5), 867-896.
- Laurendeau, G. (2021). *La richesse au Canada : déterminants et composition*. Mémoire. Université du Québec à Montréal.
- Saez, E., & Zucman, G. (2016). Wealth inequality in the United States since 1913: Evidence

- from capitalized income tax data. *The Quarterly Journal of Economics*, 131(2), 519–578.
- Saez, E., & Zucman, G. (2020). The rise of income and wealth inequality in America: Evidence from distributional macroeconomic accounts. *Journal of Economic Perspectives*, 34(4), 3–26.
- Piketty, T. (2013). *Le capital au XXI^e siècle*. Le Seuil.
- Piketty, T. & Saez, E. (2003). Income inequality in the United States, 1913–1998. *The Quarterly Journal of Economics*, 118(1), 1–41.
- Piketty, T., & Zucman, G. (2014). Capital is back: Wealth-income ratios in rich countries 1700–2010. *The Quarterly journal of economics*, 129(3), 1255–1310.
- Quadrini, V. (2000). Entrepreneurship, saving, and social mobility. *Review of economic dynamics*, 3(1), 1–40.
- Sarlo, C. (2017). Understanding wealth inequality in Canada. *Towards a better understanding of income inequality in Canada*, 78.
- Statistique Canada. (2003). Enquête sur la sécurité financière de 1999 : guide de l'utilisateur pour le fichier de microdonnées à grande diffusion. Ottawa. Ontario. <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/13f0026m/13f0026m2003002-fra.pdf>
- Statistique Canada. (2007). Enquête sur la sécurité financière de 2005 : guide de l'utilisateur pour le fichier de microdonnées à grande diffusion. Ottawa. Ontario. <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/13f0026m/13f0026m2007001-fra.pdf>
- Statistique Canada. (2015). Enquête sur la sécurité financière de 2012 : guide de l'utilisateur pour le fichier de microdonnées à grande diffusion. Ottawa, Ontario.
- Statistique Canada. (2018). Enquête sur la sécurité financière de 2016 : guide de l'utilisateur pour le fichier de microdonnées à grande diffusion. Ottawa, Ontario.
- Statistique Canada. (2021). Enquête sur la sécurité financière de 2019 : guide de l'utilisateur pour le fichier de microdonnées à grande diffusion. Ottawa, Ontario.
- Statistique Canada (2022). Comptes économiques du secteur des ménages canadiens répartis selon le patrimoine, deuxième trimestre de 2022, *Le Quotidien*.
- Statistique Canada (2023). Comptes économiques du secteur des ménages canadiens répartis selon le revenu, la consommation, l'épargne et le patrimoine, premier trimestre de 2023, *Le Quotidien*.
- Sturrock, D. (2023). *Wealth and welfare across generations*. London: Institute for Fiscal

Studies, 23/15.

Terajima, Y., Wilkins, C. & Burkinshaw, S. (2022). *Income inequality in Canada. Staff discussion paper/Document d'analyse du personnel*. Bank of Canada.

Torres, S. (2021). *Évolution des inégalités économiques au Canada et au Québec : tendances et causes*. Observatoire québécois des inégalités.

Torres, S., Fontaine, M.-M. & Dionne, M-A. (2021). *État des inégalités de revenu au Canada et au Québec : variations et analyses intragroupes*. Observatoire québécois des inégalités.

Annexe

Tableau A1 : Répartition du niveau d'éducation à travers le temps (en %)

Niveau d'éducation	1999	2005	2012	2016	2019
Québec					
<Secondaire	31,1	26,9	19,1	19,7	17,5
Secondaire	20,2	20,6	21,4	18,9	18,7
Collège	28,1	29,5	29,2	28,4	29,2
Université	20,7	23,1	30,3	33,1	34,7
Ontario					
<Secondaire	23,6	16,8	15,3	10,7	11,7
Secondaire	24,7	28,6	26,6	27,1	23,8
Collège	28,4	28,5	27,7	26,5	28,8
Université	23,4	26,1	30,4	35,8	35,7
Canada					
<Secondaire	26,8	21,0	16,3	13,6	12,8
Secondaire	23,2	25,9	25,5	24,6	23,0
Collège	28,5	28,2	28,6	28,5	28,6
Université	21,5	24,9	29,7	33,3	35,5

Source : Calculs sur les données de l'Enquête sur la sécurité financière de 1999 à 2019.

Remarque : Données pondérées.

Tableau A2 : Répartition des groupes d'âge à travers le temps (en %)

Groupes d'âge	1999	2005	2012	2016	2019
Québec					
20-29	14,9	16,3	13,1	11,3	9,9
30-39	22,3	17,3	15,9	18,1	17,4
40-49	22,0	22,1	18,8	15,4	16,6
50-59	17,1	17,9	19,2	20,0	19,1
60-69	11,5	14,1	17,4	17,4	18,5
70-79	5,6	4,6	6,0	6,7	6,8
80+	6,6	7,8	9,6	11,1	11,8
Ontario					
20-29	13,1	14,4	11,6	12,4	11,3
30-39	25,2	20,0	18,8	18,1	18,6
40-49	22,6	24,0	19,7	17,6	16,5
50-59	15,4	17,6	21,0	21,1	20,0
60-69	10,7	11,0	14,7	14,5	15,5
70-79	5,0	5,5	4,7	6,1	6,1
80+	7,9	7,6	9,5	10,3	12,0
Canada					
20-29	14,8	15,5	13,8	12,7	11,3
30-39	23,2	19,2	17,5	18,2	18,5
40-49	22,4	23,1	18,9	17,1	16,5
50-59	15,8	17,5	20,3	20,1	19,3
60-69	10,9	11,9	15,4	15,9	16,8
70-79	5,0	4,6	4,7	5,9	6,4
80+	7,9	8,3	9,5	10,2	11,3

Source : Calculs sur les données de l'Enquête sur la sécurité financière de 1999 à 2019.

Remarque : Données pondérées.

Tableau A3 : Répartition des types de familles à travers le temps (en %)

Types de familles	1999	2005	2012	2016	2019
Québec					
Personne seule	33,9	36,9	38,2	39,9	41,2
Couple sans enfants	21,9	30,0	26,2	26,7	25,7
Couple avec enfants	28,7	20,4	18,7	17,9	20,2
Famille monoparentale	6,8	5,0	4,0	3,8	
Autre type de famille	8,7	7,7	12,9	11,7	12,9
Ontario					
Personne seule	29,8	30,3	32,4	33,5	36,3
Couple sans enfants	22,8	32,7	24,0	24,0	22,4
Couple avec enfants	29,1	25,7	22,3	20,7	22,7
Famille monoparentale	6,0	4,0	3,9	3,8	
Autre type de famille	12,3	7,4	17,4	18,1	18,6
Canada					
Personne seule	31,9	33,2	35,2	36,4	38,3
Couple sans enfants	22,9	31,7	25,6	25,6	24,2
Couple avec enfants	29,0	23,3	20,6	19,5	22,0
Famille monoparentale	6,1	4,5	4,0	3,7	
Autre type de famille	10,2	7,3	14,7	14,8	15,5

Source : Calculs sur les données de l'Enquête sur la sécurité financière de 1999 à 2019.

Remarque : Données pondérées. Les catégories « couples avec enfants » et « famille monoparentale » sont réunies en une seule catégorie en 2019.